# RAPPORT D'ACTIVITÉ 2020

## LA RÉDUCTION DES RISQUES

Itinéraires
ENTR'ACTES

# Edito

“

En ces temps de pandémie et de mesures sanitaires qui y sont associées, les travailleur.se.s du sexe sont touché.e.s plus que tout autre public. Pour eux et pour elles, c'est la double peine !

D'une part, parce que comme n'importe quel citoyen.ne, ils/elles sont soumis.es aux règles restrictives de déplacement, alors que l'exercice de leur activité de travailleur.se du sexe exige une présence importante dans l'espace public. Mais pour eux/elles, aucune attestation professionnelle dérogatoire n'est possible.

D'autre part, parce que la prostitution, bien que non interdite en France, n'est pas reconnue comme un métier à part entière et à ce titre, n'ouvre pas droit aux mesures d'indemnisation mises en place pour répondre à la perte d'activités pendant cette période de Covid-19.

Dans ce contexte très dégradé, à l'instar d'autres associations partenaires en France, Entr'Actes a pallié autant que faire se peut l'absence de ressources de ses usager.ère.s en délivrant des colis alimentaires, des chèques de services et en règlant des factures urgentes parfois.

Une fois de plus la mise à l'écart des travailleur-se-s du sexe des dispositifs de droit commun est une grave source d'exclusion.

”

**Vincent DUBAELE,**
**Directeur du service Entr'Actes**

# Sommaire

**Edito** ..... 02

## I. Présentation d'Entr'Actes

1. Equipe, principes et objectifs ..... 04
2. Fonctionnement ..... 05
3. Partenaires ..... 06

## II. L'activité du service en 2020

1. Chiffres clés ..... 07
2. L'impact de la pandémie de Covid-19 ..... 07
3. Gérer l'urgence sociale au temps du Covid ..... 09
4. La Réduction des Risques et des Dommages ..... 11
5. Le pôle santé ..... 14
6. Le pôle phoning ..... 20
7. Le point d'accueil Nina & Simon.e.s ..... 21
8. L'accès aux droits ..... 23
9. La médiation sociale ..... 25
10. Entr'Actes 2.0 : notre présence sur Internet et les réseaux sociaux ..... 28

## III. La prostitution des mineur.e.s

1. Constat en 2020 ..... 34
2. Le service «Entr'Actes en mode mineur» au temps du Covid ..... 35
3. Le documentaire vidéo «Entr'Actes en mode mineur» ..... 39

**Conclusion** ..... 43

# 01 Présentation d'Entr'Actes

## 1. Notre équipe, nos principes et nos objectifs

Le service Entr'Actes est une équipe pluridisciplinaire composée à ce jour de :

- **1 directeur de service**
- **7 éducateur.trice.s spécialisé.e.s**
- **1 chargée de mission**
- **1 infirmière**
- **1 médecin**
- **différents intervenants : psychologue, socio-esthéticienne, ostéopathe...**
- **2 bénévoles**

**Entr'Actes** est un service qui mène une **action de type santé communautaire avec et pour les travailleur.se.s du sexe**, qui veille à prévenir les dommages et éviter l'aggravation des conséquences liées à l'activité prostitutionnelle et à l'usage de drogues.
Il s'agit d'une démarche pragmatique de **Réduction des risques et des dommages** (RDRD), qui vise à soutenir les personnes les plus fragilisées. Il s'agit de trouver avec elles des solutions adaptées à leurs pratiques afin de réduire les risques de contamination et/ou de transmission d'agents pathogènes.
Entr'Actes est le seul **CAARUD**[1] en France à être exclusivement réservé à ce public.

### Nos principes

- Libre adhésion
- Non jugement
- Anonymat
- Innovation
- Travail en partenariat
- Souplesse d'intervention
- Accueil à bas seuil d'exigences

### Nos objectifs

- Prévenir et lutter contre les IST, le VIH, les hépatites.
- Prévenir et réduire les risques liés entre autres aux pratiques sexuelles tarifées et à l'usage de drogues.
- Prévenir les grossesses non désirées.
- Proposer des conditions favorables aux accompagnements sociaux et/ou médicaux pour les travailleur.se.s du sexe qui le souhaitent.
- Favoriser l'accès au droit commun en matière de santé, de justice, de logement...

1- Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues

# 2. Notre fonctionnement

## Nos modes d'intervention

### L'Antenne Mobile

Elle sillonne le territoire prostitutionnel : **mardi et jeudi de 20h à 4h, jeudi de 13h30 à 17h30, vendredi de 18h à 1h.**
Elle peut être utilisée occasionnellement pour mener des actions. Ce fut le cas dans le contexte du couvre-feu lié au Covid, où elle fut mobilisée les après-midis.

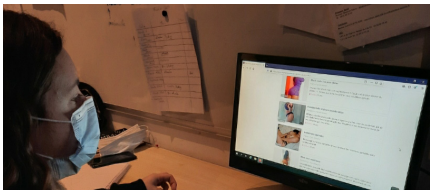
### Le Travail de rue

Il se déroulait habituellement la semaine en début d'après-midi, **de 13H30 à 14H30**, mais le contexte de la pandémie a bouleversé ce fonctionnement. A la fois pour développer les rencontres avec les usager.ère.s et limiter la présence simultanée des professionnels à l'intérieur des locaux, les maraudes de rue ont pris place de façon plus fréquente et plus informelle.

### Le Local

Il est ouvert : **mardi de 14h30 à 18h00** et **vendredi de 13h30 à 17h30.**
Ce fonctionnement fut largement bousculé dès les premiers jours du confinement en mars. L'application des mesures barrières a empêché la présence en simultané d'un trop grand nombre d'usager.ère.s lors des accueils ou activités collectives.

### Internet et les réseaux sociaux



Depuis quatre ans Entr'Actes effectue quotidiennement des maraudes virtuelles, principalement sur les sites d'annonces et les réseaux sociaux, afin de diffuser des messages de prévention et de réduction des risques et d'entrer en relation avec de nouveaux publics.
Le télétravail pendant le confinement a «boosté» ce type d'intervention.

## Le bas seuil d'exigence

**Pour la consommation de produits psychoactifs**
Accueil inconditionnel des usager.e.s consommateurs actifs de produits psychotropes, visant non pas l'abstinence mais des pratiques sûres du point de vue sanitaire.
La remise et l'échange de matériels de consommation stériles (seringues, aiguilles…) en sont les exemples les plus illustratifs.

**Pour le travail du sexe**
Il s'agit d'accueillir, d'accompagner, d'aider inconditionnellement les travailleur.se.s du sexe, que leur projet soit l'arrêt ou pas de cette activité.
La remise de matériels destinés aux pratiques sexuelles sûres (préservatifs masculins, préservatifs internes, gel… ) en est un exemple.

## Nos lieux d'intervention

Historiquement **le quartier du Vieux Lille** et occasionnellement d'autres quartiers tels que le **quartier de la gare** et **l'hyper-centre**. Nous intervenons également beaucoup sur **Internet et les réseaux sociaux**.
Avec le projet « **Entr'actes en mode mineur** », l'équipe parcourt **d'autres territoires du département**, dans le cadre de suivis de situations individuelles et à la demande de partenaires, afin de dispenser des formations sur la thématique de la prostitution des mineur.e.s (voir page 34).

## Les publics d'Entr'Actes

A l'aube des années 2000 le paysage prostitutionnel lillois s'est peu à peu modifié dans sa composition. A la population répondant au stéréotype des prostituées dites « traditionnelles » s'est peu à peu substitué pour partie une **population issue des flux migratoires**. Successivement sont apparues des **personnes transgenres d'origine sud-américaine** et plus particulièrement équatorienne, puis des **femmes originaires des pays de l'Est** (Bulgarie, Roumanie, Hongrie…), rejointes enfin par des **jeunes femmes d'Afrique subsaharienne** (essentiellement du Nigéria).

Ce dernier groupe est devenu majoritaire **(jusqu'à 40% des personnes accompagnées sont d'origine nigériane)** et ses membres sont ou ont été pour une part non négligeable (bien que difficilement quantifiable) victimes de traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle. La quasi-totalité sont sans papier ou ont de faux documents. Il s'agit donc pour Entr'Actes de gagner leur confiance pour tenter d'obtenir une régularisation administrative (cf page 23) et parallèlement répondre aux questions de santé qui constituent un champ d'intervention large comprenant les soins mais également la santé sexuelle.

# 3. Nos partenariats

Pour mener à bien nos missions, nous avons besoin de nous appuyer sur le réseau partenarial afin de répondre au mieux aux difficultés des travailleur.se.s du sexe.

### Santé et soins

Maison dispersée de santé, Centres Médico-Psychologiques (CMP), Médecins Solidarité Lille (M.S.L), Planning Familial de Lille, CSAPA Boris Vian, Centre Hospitalier d'Armentières, AIDES, service des urgences et le laboratoire de biologie et de pathologie du Centre Hospitalier Universitaire de Lille, Etablissement Public de Santé Mentale (EPSM), Diogène (Equipe mobile santé mentale et précarité), Centre Hospitalier Gustave Dron, Centre hospitalier d'Armentières, CedrAgir (centre de prévention et de soins en addictologie), Un chez soi d'abord, La Croisée (clinique d'addictologie)...

### Urgence sociale

Banque Alimentaire, Samu Social, UTPAS (Unité territoriale de prévention et d'action sociale), La Halte de Nuit, le 115, la DIHAL (Délégation interministérielle à l'hébergement et l'accès au logement)

### Droits des femmes

L'Echappée, Association Solfa, Délégation Départementale aux Droits des Femmes et à l'Egalité (D.D.F.E.), Planning Familial, Centre d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF), Centre Orthogénie d'Armentières.

### Insertion sociale et professionnelle

Club de prévention et Plateau Technique d'Itinéraires, Mission Locale.

### Droits des étrangers

La Cimade, SAFIA (Solidarité aux femmes d'ici et d'ailleurs), cabinet d'avocats G. Brochen.

### Protection de l'enfance

PJJ (Protection judiciaire de la jeunesse), ASE (Aide Sociale à l'Enfance), MECS (Maison d'enfants à caractère social), AEMO (Action Educative en Milieu Ouvert), Parquet des mineurs, Tribunal pour enfants.

### Réduction des Risques et des Dommages

Centre d'Information et de Traitement des Dépendances (CITD), Spiritek, CedrAgir, Boris Vian, AIDES, Association Nationale de Prévention en Alcoologie et Addiclologie (ANPAA), Ellipse, Centre gratuit d'information, de dépistage et de diagnostic des infections par les virus de l'immunodéficience (CEGIDD)...

### Hébergement/logement

Auberge de Jeunesse de Lille, Sleep in, CedrAgir, le G.R.A.A.L (Groupe de recherche pour l'aide et l'accès au logement), A.P.U. (Atelier populaire d'urbanisme).

# 02 L'activité en 2020

## 1. Les chiffres clés

### La fréquentation générale en 2020

**6 324** contacts réalisés (8 694 en 2019)

**581** personnes différentes accueillies et/ou rencontrées (605 en 2019),
dont **40 mineur.e.s avéré.e.s** et **59 jeunes majeur.e.s** (45 mineur.e.s et 59 jeunes majeur.e.s en 2019) et 16 mineur.e.s avéré.e.s signalé.e.s mais non rencontré.e.s.

### La fréquentation du CAARUD en 2020

**3 765** contacts (3 890 en 2019)
**326** personnes usagères de drogues différentes (338 en 2019)
dont **66 mineur.e.s et jeunes majeur.e.s**

## 2. L'impact de la pandémie de Covid-19

### Sur les travailleur.se.s du sexe

Après un début d'année laissant présager une fréquentation importante de nos actions nous avons très vite été rattrapés par la pandémie de Covid-19, qui a durement frappé les travailleur.se.s du sexe.

Celles et ceux exerçant une activité de rue ont été les plus impactés par les mesures de confinement. Néanmoins, les retours que nous ont faits les travailleur.se.s du sexe du Net, qui exercent leur activité à domicile ou dans des logements dédiés, démontrent là aussi une précarisation importante des moyens et conditions d'existence : les clients de la prostitution via Internet ayant également en partie déserté l'activité.

Durant le premier temps du confinement, les actions et les accueils collectifs au local et dans l'antenne mobile ayant été suspendus, seules quelques maraudes quotidiennes avec le véhicule de service ont permis d'entrer en contact avec les rares usager.ère.s présent.e.s sur le territoire, n'ayant d'autres choix que de braver les consignes gouvernementales pour se procurer l'argent nécessaire à l'achat des produits psychoactifs.

## Sur les usager.ère.s de produits psychotropes

Pour ce qui concerne les usager.ère.s utilisateur.trice.s de produits psychotropes, les résultats de l'année 2020 sont en légère baisse par rapport à ceux de 2019 (-12 personnes), cependant cette baisse est moins importante que pour les non consommateur.trice.s et elle est à analyser dans le contexte du Covid, qui a contraint plus fortement cette catégorie d'usager.ère.s les plus précaires à sortir dans l'espace public, bravant les interdictions.

Le nombre de mineur.e.s et de jeunes majeur.e.s consommant des produits psychoactifs reste cette année encore autour de 50 %.

## Sur notre service

Pour compenser ce déficit de rencontres avec le public nous avons innové dans nos modes d'intervention :

- NOUVEAU! Création d'un **pôle phoning** (voir page 20) pour maintenir le lien.
- Extension des **maraudes**, désormais quotidiennes, **sur Internet et les réseaux sociaux**.
- Réalisation de **maraudes quotidiennes en véhicule de service ou à pied** (l'antenne mobile n'offrant plus les garanties sanitaires minimales pour préserver les salarié.e.s et le public).
- Augmentation des **visites à domicile** en lien avec le pôle phoning.
- NOUVEAU! Livraison de **colis alimentaires** à domicile.
- NOUVEAU! Création d'une activité de **Réduction des risques à distance** (envois postaux de matériels liés à la sexualité et à la consommation de produits psychoactifs).
- NOUVEAU! Remise de **chèques services** pour un montant total de **15 295 €** afin de pallier la précarisation des ressources des travailleur.se.s du sexe[1].
- NOUVEAU! Etablissement d'**attestations prouvant l'absence de domicile** des personnes, afin de leur éviter la verbalisation.

La fin du confinement et l'adaptation au jour le jour de nos horaires et de nos modes d'intervention (plages et horaires de passage de l'antenne mobile démultipliés, activité de contact sur Internet et par téléphone développée) ont permis de maintenir peu ou prou la fréquentation de nos activités au niveau des années antérieures.

1- Les travailleur.se.s du sexe ayant été écarté.e.s des mesures de soutien gouvernemental octroyées dans le cadre de la perte d'activité liée au Covid 19, et ce malgré l'interpellation auprès du Ministère chargé de la citoyenneté faite par les différentes associations de santé communautaires. La DIHAL (Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement) a consenti un don de 15 295 € à Itinéraires, dans le cadre de la mise en place du « Dispositif exceptionnel et subsidiaire de chèques services à destination des personnes en situation de prostitution »

# 3. Gérer l'urgence sociale au temps du Covid-19

Si l'urgence sociale est une réalité ancienne pour une grande partie du public d'Entr'Actes, elle a très vite été exacerbée lorsque la pandémie de Covid-19 est survenue en début d'année.

**3 884** actes autour de cette thématique regroupant les besoins vitaux ont été réalisés cette année.

Les travailleur.se.s confiné.e.s à leur domicile nous ont contactés pour nous faire part de leur situation désastreuse liée à la **perte totale de revenus**, l'**isolement**, et parfois la **violence conjugale**.

Lors du premier confinement, les accompagnements sociaux dits « de fond », les activités collectives ainsi que les accueils tout venant ont vite été relégués au second plan, laissant place quasi exclusivement au traitement de l'urgence.

Nous avons pallié la perte de contact en établissant une **permanence téléphonique** pour prendre des nouvelles des usager.ère.s que nous ne voyions plus. Cette mission a occupé une large part du temps de travail de l'équipe qui, faute de rencontrer la majorité du public sur les lieux traditionnels de prostitution, a dû faire preuve d'inventivité pour le retrouver. La **création du pôle « phoning »** a été la première des adaptations de notre fonctionnement aux réalités du confinement *(voir page 20)*.

## L'aide alimentaire

Le **partenariat avec la Banque Alimentaire** a été mis à forte contribution durant la période de confinement, qui a privé les travailleur.se.s du sexe de leur source de revenu.

Durant cette année Entr'Actes a délivré :

- **158 colis alimentaires**
- **à 185 travailleur.se.s du sexe** (en 2019 le nombre de personnes aidées était de 77).

- A noter : le partenariat entre Entr'Actes et la Banque Alimentaire a également bénéficié aux autres services de l'association Itinéraires, principalement aux équipes du **Club de prévention**. Moyennant une augmentation de notre contribution financière à la Banque Alimentaire, **264 usagers et leur famille ont pu profiter de l'aide alimentaire.**

**Au total**, pour tous les services de l'association Itinéraires, ce sont **449 personnes qui ont été aidées sur le plan alimentaire**.

Ce nombre représente un poids de denrées de **4,45 tonnes** ou une moyenne de **10 kg par personne**.
La moyenne économique journalière des personnes soutenues est inférieure à 2,99€.

La remise des colis alimentaires lors des mesures restrictives de déplacement du public a été possible grâce à la **mise en place d'un service de livraison à domicile par l'équipe d'Entr'Actes**.
En revanche, la confection et la mise à disposition de collations a été quasi nulle lors du premier confinement, dans la mesure où l'accès à nos locaux était suspendu, la réunion de personnes dans un même espace fermé étant interdite.

## L'hébergement d'urgence

En 2020, les actes en lien avec l'hébergement d'urgence ont enregistré une forte baisse, car l'épidémie de Covid-19 et les mesures de confinement qui en ont résulté ont empêché le contact avec le public et donc la formulation des besoins par les personnes.

Toutefois nous avons constaté un **durcissement des situations** des travailleur.se.s du sexe concernant l'hébergement hôtelier. En effet, faute de pouvoir s'acquitter du montant des nuitées d'hôtel, au plus fort du confinement des personnes se sont vues menacées d'être mises à la rue par ces mêmes hôteliers qui en d'autres temps sont peu regardants sur la provenance de l'argent qu'ils perçoivent des travailleur.se.s du sexe.

## L'hygiène et la vêture

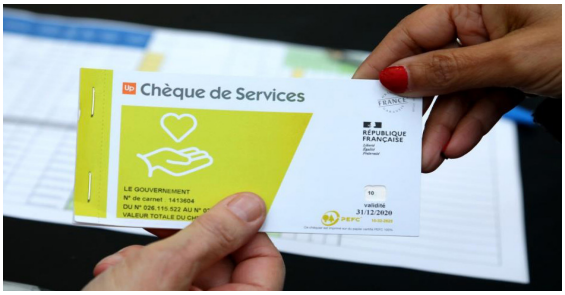
Avant la pandémie de Covid-19, les travailleur.se.s du sexe avaient la possibilité de se doucher au local quotidiennement. Les mesures sanitaires liées au Covid ont dans un premier temps suspendu ce service, faute de pouvoir garantir un niveau d'hygiène suffisant.

Après un temps nécessaire à notre réorganisation et à l'acquisition d'équipements de protection individuelle (masques, blouses, désinfectant, gel hydroalcoolique…) pour les personnels et les usager.ère.s, nous avons pu reprendre cette activité.
Il eut été paradoxal de supprimer plus longtemps cette activité alors même que l'un des principaux axes de lutte contre la pandémie repose sur l'hygiène individuelle et collective.

Le vestiaire mis à la disposition des femmes est resté ouvert durant toute la période de confinement, avec un accès limité et des gestes barrières précis à respecter. Là encore ce fut une contribution non négligeable au maintien de l'hygiène des personnes les plus précaires.

NOUVEAU!

## Les chèques de services




Préoccupée par la situation économique des travailleur.se.s du sexe lors du premier confinement, les associations non abolitionnistes et le **STRASS**[1] ont interpellé **la DIHAL**[2]. Celle-ci a constitué un groupe de travail pour réaliser un état des lieux de la situation et faire remonter des préconisations en termes d'hébergement, d'aide alimentaire... à la cellule interministérielle de crise.
Des solutions non conditionnées par l'arrêt de la prostitution ont été mises en place et c'est ainsi qu'Entr'Actes a obtenu un montant exceptionnel de **15 295 € sous forme de Chèques de services** au bénéfice de **190 travailleur.se.s du sexe**.
Il est à noter, une fois n'est pas coutume, que les conditions d'octroi des aides financières ont été, dans une large mesure, laissées à l'appréciation des associations.

1- Syndicat du travail sexuel en France
2- Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement

# 4. La Réduction des Risques et des Dommages en CAARUD[1]

En 2020 la Réduction Des Risques et des Dommages (R.D.R.D.) a pris une dimension nouvelle et inattendue pour les usager.ère.s d'Entr'Actes.
Aux traditionnelles questions liées à la consommation de drogues ou au travail du sexe se sont ajoutées celles de la poursuite de l'activité, ou plus exactement de la recherche de ressources économiques dans un contexte d'interdiction de travailler sur la voie publique.

La non-éligibilité aux dispositifs de droit commun exceptionnels mis en place par le gouvernement et liés à la perte d'activité n'a pas laissé d'autre choix aux travailleur.se.s du sexe que de s'organiser à moindre risque pour poursuivre tant bien que mal leur activité.

Beaucoup de personnes ont déserté la rue par peur d'être verbalisées et donc d'aggraver leur situation financière.
Pour les autres, majoritairement celles et ceux pour qui la consommation de produits psychoactifs est conditionnée par les ressources financières, ce fut une accumulation de déboires quotidiens.
Si pour certain.e.s il a été possible d'organiser leur activité sur Internet et les réseaux sociaux, pour d'autres, consommatrices de produits, il n'y a pas eu d'autre choix que de poursuivre l'activité prostitutionnelle dans la rue et ce malgré la rareté des clients et le danger omniprésent.

Cette situation de travail « imposée et exposée » a eu pour conséquence directe de les confronter à la verbalisation policière d'une part, et d'entraîner une aggravation de leur état physique d'autre part.
En effet, les temps de travail dans la rue se sont allongés démesurément, empiétant très vite sur les temps normalement dédiés au sommeil, à l'alimentation, aux soins.

La désinsertion sociale liée à la perte d'un logement, d'un contrat aidé parfois, d'une vie familiale souvent, a renforcé l'aggravation d'un état déjà très précaire.

## OBJECTIF DE LA RDRD

Veiller à réduire les risques et les dommages liés à la consommation de produits psychoactifs, aux addictions et à l'activité du travail du sexe.

## PRINCIPES DE LA RDRD

- Le respect de la dignité de la personne, quelles que soient ses pratiques.
- L'illusion d'éradication des drogues ou de disparition de la prostitution est abandonnée au profit de stratégies visant à responsabiliser les usager.ère.s, à réduire les dommages et à promouvoir l'accès aux soins.
- Les interventions se situent en dehors de tout jugement moral et dans des domaines distincts de la répression et du contrôle.
- L'usager.ère est considéré.e comme expert.e.

## CARACTÉRISTIQUES DU PUBLIC USAGER DE DROGUES ACCUEILLI EN 2020

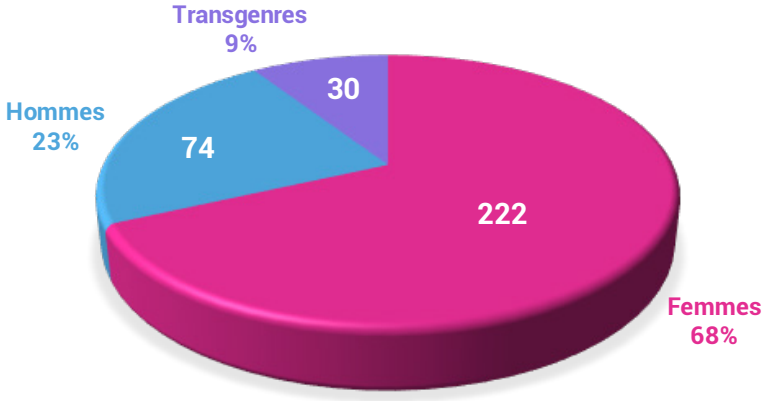
- Une poly consommation.
- Une précarité sociale et économique importante, aggravée par la pandémie et ses mesures sanitaires.
- Des difficultés nombreuses (logement, santé, accès aux droits sociaux...)
- Un isolement social et une forte stigmatisation.

1- Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues

## CHIFFRES CLES DU PUBLIC USAGER DE DROGUES

En 2020, nous comptabilisons **326 travailleur.se.s du sexe usager.ère.s de drogues**. Malgré la crise liée au Covid-19, la fréquentation du CAARUD a été peu impactée, grâce au maintien des actions, dans le respect des recommandations de l'ARS (Agence Régionale de Santé). La baisse ne fut donc que de 4% par rapport à 2019.

**La proportion d'hommes** exerçant une sexualité tarifée ne cesse de croître, avec cette année une **augmentation de 28%**. Cela s'explique en partie par le développement de nos actions de réduction des risques via Internet *(voir page 28)*.




Concernant la situation des travailleur.se.s du sexe **mineur.e.s et jeunes majeur.e.s**, nous en dénombrons **66** qui font usage de produits psychotropes.

## LES PRINCIPAUX MATERIELS DE RDRD DISTRIBUÉS EN 2020

**Liés à l'usage de drogues :**
- Seringues (tous modèles confondus) :**1 072**
- Pipes à crack : **1 012** pipes, **2 408** grilles, **1 367** embouts
- Feuilles d'aluminium : **2 370**
- Kits sniff : **236**
- Roule Ta Paille® : **161**
- Acide citrique : **1 120**

**Liés à l'activité prostitutionnelle :**
- Préservatifs masculins (tous types confondus) : **48 587**
- Lingettes désinfectantes : **13 156**
- Lingettes pour la toilette intime : **2 214**
- Digs[1] : **216**
- Gels lubrifiants : **8 549**
- Paquets de mouchoirs : **3 334**

**Liés au Covid-19 :**
- Gel hydroalcoolique : **6 000** unidoses et **2 000** flacons 50 ml
- Masques de protection : **5 000**

En dépit de la crise sanitaire et du ralentissement de son activité, le service Entr'Actes a poursuivi sa mission de RDRD par des ajustements structurels, afin de délivrer les matériels nécessaires aux travailleur.se.s du sexe consommateur.trice.s ou non de drogues.
L'équipe éducative et médicale s'est adaptée, en respectant les mesures sanitaires recommandées par l'ARS, pour continuer à délivrer les messages de prévention et de sensibilisation.

En 2020, nous observons des baisses dans les quantités de matériels remis, qui sont liées à la baisse du nombre de contacts réalisés.
Cette année encore, le préservatif reste le matériel le plus distribué.

La crise sanitaire a conduit les professionnels à délivrer de nouveaux matériels tels que du gel hydroalcoolique en unidose et des masques. Chaque remise était accompagnée d'un travail de sensibilisation aux gestes barrière pour lutter contre l'épidémie de Covid-19.

1- Matériel de prévention des IST constitué d'un carré de latex servant de protection lors d'un rapport de type cunnilingus.

## ENTR'ACTES EN 2020 : UN CAARUD AUX CAPACITES RESTREINTES

L'observance des mesures de distanciation sociale et le nombre limité d'intervenants pouvant travailler simultanément ont nécessité dès le mois de mars une réorganisation du CAARUD Entr'Actes, réduisant ses capacités d'accueil (suppression des accueils collectifs, limitation d'accès aux offres d'hygiène...).
Dans ce contexte sanitaire, les professionnels du centre ont concentré leur mission sur la délivrance de matériels utilisés par le public consommateur et ont développé les envois de matériels par voie postale *(voir page 31)*.

## TEMOIGNAGES

### Extraits d'entretiens lors d'une tournée en antenne mobile

**Le quotidien d'une travailleuse du sexe consommatrice de produits durant le confinement**

*«Tu me demandes comment ça va ? si c'est dur ? Ma parole ça n'a jamais été facile mais là… c'est vraiment la misère. T'imagines tapiner avec un masque sur la gueule ? Déjà qu'y a pas d'client. Ils sont déjà moins là depuis la loi de pénalisation, alors maintenant avec le Covid... C'est bien simple, j'suis là depuis 10 h ce matin (il est 15 heures) à jouer au chat et à la souris avec les keufs. Tout ça pour quoi ? 10 € ! Il faut encore que je paye mon hôtel et le reste… tu vois quoi, hein ? Y'a pas de crédit pour ça !»*

*«Heureusement ils [les dealers] se sont adaptés avec le Covid. Y'a pas de petits profits, tout est bon. T'as besoin d'un 10€, ben tu vas trouver et en plus tu peux même te faire livrer. Non j'déconne, mais c'est pas loin ! Le business s'est organisé face à la crise. Y'a juste pour nous que c'est plus dur de trouver l'argent pour s'procurer.*

**Les relations avec les client.e.s en application des gestes barrière anti-Covid**

*«Moi le masque pas question de faire sans, même si c'est pas très « vendeur » dans le métier. C'est comme la capote au début du Sida, on s'est dit avec les copines que ça allait tuer les affaires et au final on s'y est fait, et aujourd'hui y'a plus que les clients pour réclamer sans.*
*Mais eux… ceux-là… sans masques, sans capotes…rien ne les arrête !»*

### Témoignage d'un professionnel d'Entr'Actes sur le travail de rue

*« Avec le travail de rue, on essaie de faire de la veille, d'aller à la rencontre de personnes nouvelles ou que l'on veut contacter. Le territoire prostitutionnel a tendance à se réduire. Le public part vers la Belgique, qui a d'autres lois. Restent sur le territoire le plus souvent les personnes en situation très précaires, qui ne peuvent pas se déplacer, avec des problématiques d'usage d'héroïne, de cocaïne ».*

# 5. Le pôle santé

Comme nous l'avons évoqué dans les pages précédentes, la crise sanitaire liée au Covid-19 a fortement impacté l'organisation du service Entr'Actes. Face à ces conditions difficiles, le Pôle médical s'est efforcé d'assurer une continuité dans l'offre de soins proposée aux usager.ère.s déjà fortement fragilisé.e.s économiquement par les différentes mesures gouvernementales (couvre-feu et confinement) et subissant de plein fouet les effets de la crise sanitaire : détresse psychologique, peur du Covid, retard dans les prises de traitements…

## OBJECTIFS

Pour l'année 2020, le service Entr'Actes et son CAARUD ont répondu aux objectifs suivants :

- Améliorer l'accès aux soins des travailleur.se.s du sexe en offrant des consultations infirmières et médicales.
- Prévenir les grossesses non désirées.
- Mettre en place des actions de prévention du VIH/SIDA, des hépatites et des IST.
- Proposer des accompagnements physiques vers des structures de soins.
- Organiser des actions spécifiques sur des thématiques de santé (campagne de vaccination, de dépistage…).
- Développer des projets visant à améliorer l'estime de soi des travailleur.se.s du sexe afin de susciter les demandes de soins.

De mars à décembre 2020, ces objectifs ont été réalisés en suivant :

- les prescriptions gouvernementales en matière de confinement,
- les directives de l'A.R.S (Agence Régionale de Santé) quant à la prise en charge des usager.ère.s, à savoir la suspension des accueils collectifs au local et en antenne mobile, la suspension des TROD (test rapide d'orientation diagnostique) jusqu'en octobre 2020...

## La permanence infirmière

La permanence infirmière est assurée par Madame LEROY, infirmière qui intervient sur les différents modes d'intervention d'Entr'Actes (local, antenne mobile et travail de rue).

L'organisation de la permanence infirmière a été touchée par la crise sanitaire dès le mois de mars 2020 et la mise en place du confinement. Dès cette date, l'infirmière s'est adaptée en proposant des permanences téléphoniques.

Avec une moyenne de 10 appels par jour, elle s'est efforcée de :

- répondre aux inquiétudes des personnes sur le Coronavirus ;
- sensibiliser aux gestes barrières ;
- faire un bilan sur leur santé et sur les problèmes médicaux rencontrés ;
- vérifier l'observance des traitements par les usager.ère.s.

A partir du mois de mai, dans le cadre d'un protocole sanitaire renforcé, l'infirmière a pu accueillir les travailleur.se.s du sexe uniquement **sur rendez-vous** au sein du cabinet médical.
Elle a fait preuve de souplesse et de réactivité dans les rendez-vous donnés.

Des **visites à domicile** ont également été proposées aux personnes ne pouvant pas se déplacer pendant les confinements, de peur d'être arrêtées.

Le port par l'infirmière d'un masque, d'une blouse, de chaussures spécifiques et de gants mis à disposition par l'ARS a permis de réaliser un certain nombre d'actes médicaux.
A cela s'est ajouté le port d'une visière dans le cadre d'examens spécifiques obligeant les personnes à enlever leur masques et les prélèvements buccaux. En cas de suspicion de Covid, l'infirmière utilisait un masque FFP2 pour examiner la personne.

L'infirmière a dû faire face aux nombreuses demandes de **dépistage Covid** des usager.ère.s, souvent démuni.e.s face à la procédure de dépistage. Pour cela, elle a travaillé en étroite collaboration avec **Médecins Solidarité Lille**, les centres de dépistage du **CHR** et du **Zénith** de Lille pour orienter les usagers et les accompagner physiquement, et les **médecins traitants** pour l'obtention d'ordonnances.

Nous avons noté une hausse de consultations de travailleur.se.s du sexe exerçant via Internet.
Grâce au développement de notre travail d'outreach[1] numérique :

- **12** personnes approchées par le biais des réseaux sociaux ont pu être orientées par l'équipe éducative vers la permanence infirmière.
- **8** d'entre elles ont été reçues au sein du cabinet médical.
- **4** ont ainsi bénéficié d'un dépistage.

## QUELQUES CHIFFRES

| | | |
|---|---|---|
| **Permanence infirmière** | **Personnes différentes vues / contactées** | **188** |
| | **Consultations réalisées** | **1 260** |
| | **Dépistages réalisés** | **123** |
| | **Vaccinations réalisées** | **23 dont 6 schémas vaccinaux complets** |

Grâce à la permanence infirmière, les travailleur.se.s du sexe ont pu réintégrer le soin dans cette période sanitaire inédite. Cet accès aux soins a été d'autant plus important compte tenu des difficultés médico-sociales rencontrées par les personnes, amplifiées par la crise : banalisation des symptômes du Covid, prises de risques plus nombreuses liées aux mesures de confinement et de couvre-feu, renoncement aux soins...

1- Outreach = sensibilisation

## La permanence médicale

A l'instar de la permanence infirmière, les permanences médicales diurnes et nocturnes ont été impactées par la crise sanitaire et se sont réorganisées pour permettre l'accès aux soins des travailleur.se.s du sexe.

Le Dr DONNET[1] et le Dr GUICHARD[2] sont intervenus au local et en antenne mobile de janvier à mars et de mai à décembre 2020, en adaptant leurs consultations respectives au protocole sanitaire mis en place par le service Entr'Actes à la demande de l'ARS.

### La permanence du Dr Bérangère DONNET

Après un an d'existence, la pertinence de cette permanence n'est plus à démontrer.
Le Dr DONNET propose une consultation gynécologique un jeudi tous les deux mois, de 14H à 17H, au sein du cabinet médical et en collaboration avec l'infirmière du service.
L'objectif général de cette permanence spécifique est d'amener les travailleuses du sexe à bénéficier d'un examen gynécologique complet et de les sensibiliser sur l'importance d'un suivi régulier. Car nombreuses sont les travailleuses du sexe à n'avoir jamais ou très peu réalisé de frottis et de palpations mammaires.

QUELQUES CHIFFRES :

| | | |
|---|---|---|
| Permanence médicale Dr B.DONNET | Permanences réalisées | 6 |
| | Personnes différentes vues /contactées | 23 |
| | Consultations réalisées | 27 |
| | Frottis réalisés | 18 |

Le Dr DONNET a pu reprendre ses consultations au sein du cabinet médical, uniquement sur rendez-vous, dès le mois de mai 2020, en appliquant les mesures sanitaires exigées et en faisant preuve de souplesse et d'adaptabilité.
Cela représente **27 consultations** pour l'année 2020 pour **23 personnes** différentes rencontrées.
Malgré un contexte sanitaire difficile, ces chiffres sont en hausse, comme en témoigne le nombre de frottis réalisés (18) en comparaison avec l'année précédente (2).

Nous pouvons également souligner que durant l'année 2020, le Dr DONNET s'est rendue disponible pour des consultations à distance sur sollicitation de l'infirmière. Cela a permis d'être réactif avec les travailleur.se.s du sexe en demande, qui ont pu obtenir un traitement médical nécessitant une ordonnance.

1- Le Dr DONNET est médecin généraliste au sein de la Maison dispersée de santé de Lille Moulins et praticien au sein du centre orthogénique de Centre Hospitalier d'Armentières.
2- Le Dr GUICHARD est médecin addictologue au sein du CSAPA (Centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie) Boris Vians à Lille et praticien au sein du centre pénitencier d'Annoeulin.

# Entretien avec le Dr DONNET

**Au bout d'un an de présence sur le service Entr'Actes, quels constats tirez-vous de votre intervention ?**
Quand nous avons réfléchi à cette permanence, nous ne savions pas quels étaient réellement les besoins et les demandes des femmes. Je n'avais pas d'idées préconçues sur ce qu'on allait faire avec Fany (l'infirmière), si on partait sur de l'individuel ou des groupes d'échanges. Nous avons commencé par des vacations dans le bus. C'est ce qui m'a permis de comprendre le fonctionnement de l'association, de rencontrer les femmes. Au début, je ne voyais pas beaucoup de personnes au local, alors le bus avec Fany a permis de montrer mon visage, de discuter avec les femmes. Nous avons pu réaliser quelques frottis en allant rencontrer les femmes sur le terrain et en les accompagnant au local au moment de la permanence. Finalement, c'est avec le Covid que les rendez-vous au local ont pu se mettre en place. J'étais déjà connue de certaines femmes grâce au bus. Les rendez-vous ont assez bien fonctionné, surtout grâce à Fany qui prépare le terrain, propose les rendez-vous et cible les personnes qui nécessitent des frottis, des dépistages ou de la contraception.

**Quel est le rôle de l'infirmière dans le cadre de la permanence médicale ?**
Fany relance et rappelle les rendez-vous une semaine avant, quelques jours avant et le matin même. Elle rappelle même au moment du rendez-vous pour savoir où en est la personne, si elle est sur la route ou pas, si elle arrive, si elle ne veut pas venir. Donc Fany fait tout un travail de préparation en amont qui est important. En cas de frottis positifs, Fany continue d'accompagner à l'hôpital. Nous sommes souvent en contact par mail et par texto, ainsi les informations ne partent pas aux oubliettes.

**Vous avez pu expérimenter les deux modes d'intervention (le bus et le local). Pensez-vous qu'ils soient complémentaires d'un point de vue médical ?**
Je pense que les deux sont essentiels. Je pense que si aujourd'hui ça marche c'est parce que je suis allée dans le bus au début. Je pense aussi que maintenant le bouche-à-oreille permet aux femmes de dire aux autres que le frottis ne fait pas mal. Quand je commencerai à revoir les mêmes personnes au local, il faudra que je retourne sur le terrain à des horaires différents, des jours différents, pour cibler de nouvelles personnes. Il est prévu que j'intervienne sur des temps nocturnes, de faire une soirée 20h-minuit, d'aller chercher les filles sur trottoir pour les ramener au local afin que je puisse faire le frottis. Ensuite, une fois que mon travail de nuit sera bien rodé, pourquoi pas refaire une permanence médicale nocturne.

**Pensez vous contribuer à dédiaboliser l'examen gynécologique et notamment le frottis de par votre approche « créer du lien avant le soin » ?**
C'est sûr que l'examen n'est pas agréable et qu'il faut rassurer. Fany est avec moi pendant les consultations et je pense que c'est l'équipe qui est rassurante. Les femmes connaissent très bien Fany, elles ont confiance.

**Dans le cadre de vos consultations avez-vous été surprise par l'état sanitaire des personnes auscultées ?**
Cela correspond à ce que je m'étais imaginé. Avec les frottis, les résultats sont significatifs : près de 40% sont anormaux. C'est ce qui arrive avec des suivis gynécologiques trop espacés. Désormais nous allons pouvoir rattraper cela. Concernant la contraception, nous avons un peu plus de mal à mettre des choses en place. Il y a beaucoup de personnes qui ne veulent pas prendre de contraception. Mais elles utilisent beaucoup les préservatifs, donc le taux de grossesses non désirées n'est en fait pas énorme. Souvent les femmes expliquent qu'elles n'ont pas de copain, parfois elles sont en couple avec une fille. D'autres ont un désir de grossesse en parallèle. Au début j'avais imaginé mettre en place des groupes de parole autour de la contraception mais cela ne s'est pas fait. J'ai l'impression que la contraception n'est pas une préoccupation pour ces femmes.

**Quel serait l'objectif de ces groupes de parole ?**
Tout d'abord, comprendre les freins, les représentations que les femmes ont de la contraception et pouvoir informer et échanger par rapport aux idées reçues.

**Pensez-vous que ces freins soient propres au public des travailleuses du sexe ?**
Oui et parfois il y a la barrière de la langue qui empêche de comprendre ce qu'elles imaginent sur tel ou tel moyen de contraception.

**Les personnes usagères de drogues fréquentent-elles la permanence médicale ?**
Elles arrivent avec ou sans rendez-vous. Parfois, ce sont des personnes qui passent au local pour autre chose et on leur propose de me rencontrer et de profiter que je sois là pour faire un point gynéco. Et ça c'est intéressant car parfois elles n'ont pas fait de frottis depuis 15 ou 20 ans. Je laisse toujours un peu de marge entre mes rendez-vous pour accueillir des personnes en plus. Le but étant de les amener au dépistage.

**Concernant le partenariat, avec qui travaillez-vous dans le cadre de la permanence médicale ?**
J'ai contacté les médecins de **MSL** pour expliquer l'action. Pour des personnes qui n'ont pas de Sécurité Sociale, nous pouvons passer par eux en cas de besoin d'échographie ou de pilule. J'ai aussi contacté **l'hôpital St Vincent** pour orienter des personnes pour des examens plus approfondis concernant les frottis positifs, comme par exemple la colposcopie avec les biopsies. Il y a aussi **Nordpathologie** avec qui nous travaillons.

**Avez-vous changé votre pratique avec le Covid ?**
Désormais il y a le port du masque, la blouse et tout est désinfecté entre deux consultations. La seule différence pour moi, c'est que maintenant je ne vais plus dans le bus. Mais le Covid a permis de mettre en place les rendez-vous au local.

**Etes-vous amenée à revoir les personnes à la Maison Dispersée de Santé ?**
Non. Souvent, je ne vois les personnes qu'à Entr'Actes. Cela suffit pour la gynécologie en tout cas. Et la plupart des femmes ont aussi un médecin traitant à côté. Par contre beaucoup de médecins généralistes ne font pas de frottis et les femmes pensent qu'il faut aller voir un gynéco pour ce type d'examen. Au final elles ne voient personne.

## La permanence du Dr GUICHARD

La permanence du Dr Guichard vient compléter l'offre de soins proposée par le service Entr'Actes. Celui-ci intervient toutes les deux semaines de 20h à minuit, exclusivement au sein de l'**antenne mobile**.

Tout comme le docteur DONNET, le Dr Guichard s'est adapté à la réorganisation du pôle médical, rendu nécessaire par la crise sanitaire. Les travailleur.se.s du sexe ont été moins nombreuses à fréquenter l'antenne mobile, et donc cette permanence médicale, en raison du contexte de répression liée au confinement et au couvre-feu.

Face à l'obligation de n'être que 2 intervenants dans l'antenne mobile, le médecin a souvent été mobilisé pour accueillir les travailleur.se.s du sexe en binôme avec l'éducateur.trice.

Beaucoup d'orientations pour des tests Covid ont été réalisées. Quand la situation l'exigeait, des consultations au sein du cabinet médical au local étaient réalisées en prenant toutes les mesures de sécurité nécessaires.

Pour l'année 2020, nous pouvons souligner l'importance des consultations médicales à distance réalisées par le Dr GUICHARD, à la demande de l'infirmière. A plusieurs reprises, il a été sollicité pour des avis médicaux sur présentations des symptômes par photos et pour des ordonnances permettant aux travailleur.se.s du sexe d'accéder à un traitement médical. Cette forme de téléconsultation a permis d'être réactif face aux besoins médicaux du public et de débloquer des situations.

### QUELQUES CHIFFRES :

| | | |
|---|---|---|
| Permanence médicale Dr J.C GUICHARD | Permanences réalisées | 6 |
| | Personnes différentes vues / contactées | 33 |
| | Consultations réalisées | 36 |

## SITUATIONS

### Situation 1

Courant mai, l'infirmière d'Entr'Actes reçoit une personne pour un dépistage, qui lui confie à cette occasion ne plus avoir de traitement pour ses troubles psychiatriques. Elle lui explique qu'habituellement une infirmière libérale passe quotidiennement dans son squat pour lui faire son injection. L'infirmière d'Entr'Actes contacte alors l'infirmière libérale, qui explique disposer d'une ordonnance de traitement mais depuis un mois elle n'a plus d'ordonnance de passage pour se rendre au domicile de l'usagère. Selon elle, la patiente n'a plus de médecin prescipteur pour un renouvellement de l'ordonnance manquante.

L'infirmière d'Entr'Actes contacte alors le Dr GUICHARD en distanciel afin de lui faire un compte rendu médical de la situation et d'obtenir une ordonnance de passage. Celle-ci a été faxée dans la journée à l'infirmière libérale. L'usagère a ainsi pu avoir accès à son traitement dès le lendemain.

### Situation 2

Lors du premier confinement, l'infirmière d'Entr'Actes a été sollicitée par l'équipe éducative pour une travailleuse du sexe présentant une éruption cutanée. Après examen de la personne, l'infirmière contacte le Dr GUICHARD pour un avis médical et lui envoie des photos présentant les symptômes. Après plusieurs échanges, le médecin envoie une ordonnance pour un traitement médicamenteux.

Ces deux situations illustrent la disponibilité et l'adaptabilité du Dr GUICHARD, qui a réalisé des consultations en distanciel à la demande de l'infirmière du service, dans un contexte sanitaire dégradé par la crise du Covid-19.

Avant la crise sanitaire, Entr'Actes proposait différentes actions spécifiques, en complément des soins habituels. Elles sont un moyen d'entrer une relation avec les personnes et d'instaurer la confiance qui permet ensuite de les amener vers le soin et l'accompagnement.

Pour cause de crise sanitaire, les différents ateliers proposés ont fonctionné au ralenti en 2020. Après un arrêt brutal en mars sur directive de l'ARS, le TROD, l'atelier socio esthétique, l'atelier ostéopathique et l'examen par fibroscan ont de nouveau été proposés aux travailleur.se.s du sexe dès le mois de septembre 2020.

## LES ACTIONS SPÉCIFIQUES :

### *Le T.R.O.D (Test Rapide à Orientation Diagnostique)*

A partir de mai 2020, l'équipe éducative a pu proposer le T.R.O.D aux travailleur.se.s du sexe au sein du local, de l'antenne mobile et sur site. Cet examen démédicalisé effectué au moyen d'un simple prélèvement capillaire permet de détecter l'infection au VIH (Sida) et/ou au VHC (hépatite C) en moins de 30 minutes. C'est aussi l'occasion d'aborder en entretien les pratiques sûres en matière de sexualité ou d'usage de drogues. Ainsi, **14 T.R.O.D.** ont été réalisés par l'équipe éducative.

### *L'atelier OSTEOPATHIE*

Les travailleur.se.s du sexe, orienté.é.s par l'infirmière ou les médecins, ont accès à des séances d'ostéopathie proposées par l'**association Ostéopartage**. En 2020, l'ostéopathe est intervenue à **4** reprises et a manipulé **9 personnes**.

### *L'examen par FIBROSCAN proposé par le CSAPA Boris Vian*

Cet examen est proposé grâce au partenariat établi avec le CSAPA Boris Vian. Celui-ci permet de diagnostiquer certaines pathologies du foie et propose également un dépistage. Au vu de la situation sanitaire, seules **2 séances** ont pu être mises en place en 2020 et **3 personnes** ont pu être orientées.

### *L'atelier ESTIME DE SOI*

L'objectif de cet atelier est de proposer un temps de bien-être physique et mental, animé par une socio-esthéticienne, Mme MARIACOURT, une fois par mois et les personnes bénéficient de soins corporels, soins du visage..., à titre gratuit. L'infirmière est également présente pour recueillir les demandes de soins qui peuvent émerger. En 2020, la socio-esthéticienne a réalisé **5 séances** en janvier et février et **16** en septembre, octobre et décembre.

# 6. Le pôle phoning[1]

**« L'assistance par téléphone est un outil largement utilisé dans l'accompagnement psychosocial. Cela peut être utilisé aussi bien en complément de rencontres physiques, mais aussi comme un service en soi. Il est particulièrement utile auprès des personnes en dépression ou en situation de détresse psychique, et lorsque les rencontres physiques avec les personnes concernées sont difficiles »[2]**

Avec la mise en œuvre du confinement, Entr'Actes s'est inspiré de ce principe, qu'il a adapté à l'accompagnement des usager.ère.s. Son objectif est de maintenir le lien avec des personnes accompagnées mais éloignées des services sanitaires et sociaux, notamment dans le contexte aggravant du Covid-19.
L'outil téléphonique et son usage au sein d'un pôle dédié s'inscrit dans la continuité de la nouvelle organisation du service élaborée depuis quelques années.

### L'entretien téléphonique dans le contexte Covid :

Tout d'abord il ne s'agit pas d'un entretien qui vient s'ajouter ou s'intercaler avec un entretien en présentiel. Dans le contexte épidémique que nous connaissons, il s'y substitue très fréquemment. Au-delà de sa portée informative sur l'épidémie et ses contraintes, il se veut être un véritable soutien psychologique tout autant que matériel.

Le partage d'informations primordiales avec l'usager.ère est un premier niveau dans le déroulé de l'entretien. Il permet de s'assurer de la bonne compréhension sur la prévention de la contagion (lavage régulier des mains, gestes barrières, confinement).

**Le consentement :** avant tout, la proposition de contact téléphonique est soumise à la libre adhésion. L'envoi d'un sms au préalable pour des informations générales et l'invitation à un appel permet aux personnes de se saisir ou pas de cette proposition.
«*Si les personnes n'ouvrent pas la porte, elles ne répondront pas non plus au téléphone* »[2].

**La posture :** les appels téléphoniques se révèlent être des entretiens où les personnes se sentent écoutées. La disponibilité en temps et la distance sans parasite dans la relation amènent certaines personnes à confier leur récit de vie et éventuellement des épisodes traumatiques récents ou l'enfance. Il faut alors reformuler le ressenti ou les demandes pour s'assurer de la compréhension de leurs émotions, de leur discours.

Les appels téléphoniques permettent de valoriser les initiatives au quotidien, de rechercher des alternatives pour « prendre soin de soi », de porter un autre regard sur la situation et de valoriser les décisions.

**Contexte de la communication :** la téléphonie est un moyen de garantir une permanence d'écoute face aux situations de stress, d'épisodes d'angoisse, d'idées suicidaires ou d'apparition de maladies et handicaps. La prise en considération des situations de chacun.e permet de développer des moyens soit dans l'immédiateté, pour sécuriser la personne, soit d'adapter notre présence auprès des personnes, par une visite à domicile par exemple.

**La continuité :** il s'agit de définir les conditions du prochain contact :
- Où ? (au local, dans la rue, au domicile, à l'hôpital, dans un café…).
- Quand ? (avoir préalablement identifier les rythmes de vie de la personne).
- Comment ? (quel est le média favori : Internet, réseaux sociaux, téléphone, SMS).

1- Phoning = démarchage téléphonique
2- Recommandations pour l'accompagnement par téléphone dans les services de logement accompagné, pendant la période de confinement lié au Covid-19 (établi par la Fondation Rais, en Espagne, pour les personnes en souffrance psychique. Traduit et légèrement adapté par l'équipe du Logement d'Abord Lyon) : https://drive.google.com/file/d/1t60KE85VMBTzQ17cbV5a9d8Eu-wPdl3z/view

**L'entretien sur les consommations/addictions :** il s'agit de donner les informations sur l'accès au matériel (ouverture du local et travail de rue), et les gestes barrières/confinement/couvre-feu (dispositions législatives, documents traduits); une aide de première nécessité (colis alimentaire); la rédaction d'une attestation dérogatoire de déplacement. La consommation de produits psychoactifs est abordée sous la forme de «consultations avancées» en addictologie pour certaines personnes. Des consultations auprès du médecin addictologue sont favorisées. Les accompagnements en CSAPA pour l'accès aux soins sont mis en place.

**Les situations de violences conjugales :** lorsque certaines personnes nous font part au téléphone de violences conjugales, nous prenons en compte ces situations de manière urgente. La concertation en équipe et le lien avec le réseau partenarial permettent des réponses et des possibilités d'accueil sécurisé. Une orientation auprès de l'équipe en présentiel est sollicitée.

**La situation particulière des migrantes :** nombreuses sont les personnes migrantes d'Afrique subsaharienne à faire partie de notre public. L'épidémie de Covid et les mesures qui y ont été associées ont d'abord généré une incompréhension linguistique parmi les femmes nigérianes, puis très vite des difficultés financières, accompagnées d'une impossibilité de recourir aux dispositifs d'aide mis en place par l'Etat et les collectivités. Entr'Actes a mis en œuvre une série de moyens pour expliquer et orienter ces personnes.

Le service a aussi entrepris la distribution d'aides financières et alimentaires à plus de 200 personnes.

## CHIFFRES

▶ Ce pôle a représenté **9 %** de l'activité en 2020

▶ **564** contacts téléphoniques se décomposant de la manière suivante :

- **350** auprès de **personnes usagères de produits psychoactifs**
- **150** auprès de **travailleur-se-s du sexe, dont des personnes en situation de migration**
- **64** auprès de **partenaires** (institutions publiques, association de soutien…)

# 7. Le point d'accueil contre les violences conjugales

Le confinement a eu pour effet d'exacerber les tensions au sein de certaines familles déjà fragilisées, il en a découlé une **recrudescence des violences conjugales**. Dès les premières semaines du confinement, les pouvoirs publics et leur délégation en charge de l'Egalité entre les femmes et les hommes ainsi que les associations œuvrant sur cette thématique, ont pris conscience des drames qui pouvaient se jouer dans certains foyers.

En réponse à cette urgence sociale, grâce à la mobilisation de **10 associations** (Planning Familial du Nord, CIDFF Lille-Métropole, SOLFA, Louise Michel, L'Echappée, Itinéraires, RIFEN, Les Flamands Roses, le centre «J'En Suis, J'Y Reste») et au pilotage de la Direction Régionale aux droits des femmes et à l'égalité, **le point «Nina & Simon.e.s»** a ouvert ses portes **au centre commercial V2** (à Villeneuve d'Ascq).

Ce point d'accueil est un lieu d'information, d'écoute et d'orientation bienveillant, pour toute personne se questionnant sur les thématiques de l'égalité entre les femmes et les hommes, la vie affective et sexuelle, la vie de couple, les droits, l'insertion ainsi que les violences.

Il a été choisi d'ouvrir largement les thématiques afin de permettre un meilleur repérage des situations les plus complexes, sans l'approche parfois stigmatisante des violences.
Des conseillers, éducateurs spécialisés, psychologues, des juristes se relayent dans ce lieu comprenant un espace de confidentialité, de documentation et d'échanges.

Ouvert du mardi au samedi de 10h à 19h sans interruption, le point est un lieu **anonyme, sécurisant et gratuit.**

Entr'Actes y assure une permanence depuis septembre 2020, à raison de 4 heures par semaine (hors temps de réunions et de bilans).

Permanence d'Entr'Actes au point «Nina & Simon.e.s».

## BILAN DU POINT D'ACCUEIL EN 2020

Le point a accueilli **515 femmes et hommes**.

- La principale thématique abordée est la **violence** (**119** personnes).
- Dans un second temps viennent les **questions de droits et d'insertion** (**98** personnes).
- Puis les questions sur les **relations de couple** et de **vie de famille** (**92** personnes).

Pour la grande majorité, le public accueilli n'avait jamais franchi auparavant la porte des associations.

Les écoutant.e.s ont noté des **situations de grande détresse psychologique et physique**.

Les associations mentionnent un bilan très positif, notamment dans le cadre du renforcement du travail inter-associatif (préexistant) et inter-institutionnel.

Le point fait figure d'exception tant sur le taux de fréquentation que sur l'organisation à l'échelle nationale, permettant d'envisager sereinement une pérennisation sur l'année 2021.

# 8. L'accès aux droits

Manifestation du 17 décembre 2020 contre les violences faites aux travailleur.se.s du sexe à Lille.

Conscient du stigmate qui pèse sur la personne qui se prostitue et des conséquences qui en découlent en matière d'accès aux droits, depuis l'origine de son action, Entr'Actes a fait de cette thématique une mission prioritaire.
Dans un contexte social et sanitaire complexifié par la crise du Covid-19 et les mesures sanitaires qui ont été mises en place, cet accès aux droits a constitué un véritable défi pour les usager.ère.s et l'équipe.

## OBJECTIFS

- L'accès à la couverture maladie
- L'accès aux aides sociales : RSA[1], APL[2]...
- L'accès à la justice
- L'accès au logement et la lutte contre les problèmes de logement
- L'accès à la régularisation administrative
- L'accès à l'emploi et à la formation
- L'accompagnement des personnes victimes de violences

## CHIFFRES 2020

| Thématiques | Nombre de démarches engagées et/ou abouties |
|---|---|
| Accès aux minima sociaux (CMU, RSA, AME) | **609** |
| Accès à la régularisation administrative (droits des étrangers, CNI) | **181** |
| Accès au logement et droits afférents (APL, FSL, DALO) | **163** |
| Accès à la justice | **68** |
| Domiciliation | **80** |
| Problèmes d'endettement (électricité, crédits à la consommation, contraventions diverses) | **114** |
| Aides financières (octroyées sous forme de secours exceptionnels : chèques de services par exemple) | **273** |
| Parcours de sortie de prostitution | **1** |

On note cette année une forte augmentation de certaines rubriques quasi absentes les années précédentes (ex : aides financières, accès aux minima sociaux) et à l'inverse la disparition d'autres plus représentées par le passé (ex : accès à l'emploi et à la formation). Là encore le contexte de l'épidémie de Covid-19 permet de comprendre ces écarts importants.

### L'accès aux minima sociaux

Pour répondre à la précarisation des conditions de vie de nos usager.ère.s, l'instruction de dossiers de RSA[1] et de demandes d'AME[3] a très fortement augmenté cette année. Ces démarches sont souvent faites en complément d'un dossier de surendettement ou d'une aide financière octroyée.

1- Revenu de solidarité active
2- Aide personnalisée au logement
3- Aide médicale d'Etat : prestation sociale principalement destinée à prendre en charge les dépenses médicales des étrangers en situation irrégulière sur le territoire français

## L'accès à la régularisation administrative

Dans cette thématique, nous regroupons les échanges et démarches liés au titre de séjour, au récépissé de titre de séjour, à l'OFPRA[1], à la carte nationale d'identité... Pour la plupart de ces démarches, l'équipe éducative a accompagné les travailleur.se.s du sexe migrant.e.s dans l'instruction de dossiers de demande d'asile. La complexité des situations nécessite un travail partenarial important avec des associations vers lesquelles les accompagnements physiques, bien que nécessaires, ont été compliqués à mettre en place. Pour les personnes migrantes, la situation sanitaire a été et reste aujourd'hui encore très complexe. Par exemple, les accompagnements en Préfecture ne sont plus possibles du fait des gestes barrières mis en place par l'administration. De fait, les usager.ère.s se trouvent seul.e.s face à une administration dont ils/elles ne comprennent pas toujours les codes.

## L'accès au logement et aux droits afférents

Les difficultés liées au logement sont nombreuses pour les travailleur.se.s du sexe désireux.euses de s'installer ou de se maintenir dans un logement. L'absence de justificatifs de ressources nécessaires à l'établissement d'un contrat de location en est l'exemple type.
Avec la crise du Covid, les ressources des travailleur.se.s du sexe se sont taries, leur absence de droit à l'allocation chômage a précarisé bon nombre d'entre eux/elles.

## L'accès à la justice

Dans le cadre de sa mission d'accès au droit commun, Entr'Actes veille à ce que les travailleur.se.s du sexe qui le souhaitent accèdent gratuitement à des conseils et des réponses à leurs questions d'ordre juridique. L'équipe se mobilise fortement dans la lutte contre les violences commises sur les personnes en situation de prostitution, en les incitant à déposer plainte contre leur agresseur. Il s'agit d'un travail délicat où une écoute attentive et bienveillante est indispensable pour faire prendre conscience aux personnes de leur statut de victime.

## L'accès à la domiciliation administrative

Cette thématique, jusqu'alors non renseignée, a fait l'objet d'une attention particulière cette année. L'équipe a été sollicitée à **80** reprises par les usagers pour la mise en place d'une domiciliation administrative **auprès de la mairie de quartier du Vieux Lille** comme dans d'autres mairies. Notons que dans la quasi-totalité des situations, l'équipe accompagne physiquement les personnes dans cette démarche, ceci afin de rassurer l'usager.ère et de faciliter le traitement de la demande.

## Les problèmes d'endettement et les aides financières

Conséquence directe de la crise sanitaire et de l'appauvrissement qu'elle a entraîné chez bon nombre de personnes, les situations d'endettement ont été nombreuses cette année, même si toutes n'ont pas donné lieu à la constitution d'un dossier de surendettement auprès de la Banque de France. Le plus fréquemment nous avons octroyé des aides alimentaires et des aides financières sous forme de chèques de services ou de règlements de factures de loyer ou d'hôtel par exemple.

1- Office français de protection des réfugiés et des apatrides

SORTIE

### Le parcours de sortie de prostitution : un dispositif inadapté

Suite à l'adoption de la loi du 13 avril 2016 visant à « lutter contre le système prostitutionnel » et bien que s'étant positionné contre cette loi, Itinéraires a joué le jeu de la participation aux commissions mises en place par la Préfecture. L'association a pour cela sollicité l'agrément lui permettant d'instruire et de présenter en commission des dossiers de travailleur.se.s du sexe désirant s'inscrire dans un parcours de sortie de prostitution. Rappelons que l'entrée en parcours est soumis à l'engagement sur l'honneur de la personne à ne plus se prostituer, en échange de quoi une allocation de 330 € par mois lui est accordée (montant inférieur au RSA).
**Quatre ans après l'adoption de la loi, seules deux commissions se sont tenues pour le Département du Nord (pour un total de six dossiers présentés par les deux associations agréées), démontrant l'inadaptation des mesures proposées aux réalités de la vie des personnes concernées.**

### La nécessaire numérisation de l'accès au droit en temps de crise sanitaire

La crise sanitaire a, dans tous les secteurs, accéléré la transition numérique. Cela concerne notamment le traitement des dossiers d'entrée en relation des usagers avec l'administration.
Or, notre public se trouve souvent en situation de grande précarité, y compris numérique. Au plus fort de la crise sanitaire et du confinement, nous avons donc maintenu une permanence physique et numérique pour venir en aide aux personnes les plus éloignées des nouvelles technologies, soit parce qu'elles ne sont pas équipées en matériel informatique, soit parce qu'elles ne sont pas autonomes en matière d'usage de ces technologies.
Mais malgré notre adaptation et notre réactivité, le plus difficile à gérer pendant le premier confinement fut de nous heurter à la suspension totale d'activité de certaines institutions publiques, devenues injoignables.

## 9. La médiation sociale

### OBJECTIFS

- Modifier les comportements entraînant des nuisances (hygiène, bruit,….).
- Susciter le dialogue entre les différentes parties.
- Améliorer la cohabitation entre les travailleur.se.s du sexe et les riverains (prendre en compte le sentiment d'insécurité lié à la prostitution et à ses corollaires).
- Réduire, par une forte présence sociale et des actions de médiation, les tensions entre les riverains et les travailleur.se.s du sexe.
- **Influer sur la présence des travailleur.se.s du sexe dans l'espace public en temps de confinement et réduire ainsi les tensions et potentiellement les verbalisations par les forces de l'ordre.**

La médiation en milieu prostitutionnel ne fonctionne que parce qu'elle se répète, s'entretient et se nourrit des contacts quotidiens réalisés tout au long des déplacements lors des maraudes.
Cette répétition des actes de médiation dans l'environnement est le gage d'un maintien de la tranquillité. Elle est pour une grande part constituée d'une attention et d'une écoute de l'autre.

En 2020, ce secteur d'activité d'Entr'Actes a été fortement impacté par la crise sanitaire. Avec les confinements et couvre-feux, les rues ont été désertées et les conflits et autres différents entre riverains/commerçants et travailleur.se.s du sexe ont donc fortement diminué.

## CHIFFRES 2020

### Contacts réalisés dans le cadre de la médiation

| | |
|---|---|
| Travailleur.se.s du sexe | 70 |
| Riverains/habitants/passants | 57 |
| Commerçants | 19 |
| Jeunes du quartier | 4 |
| Equipe Entr'Actes | 35 |
| Clients | 5 |
| Médiation et Covid-19 | 45 |
| TOTAL | 235 |

L'objectif consiste à améliorer la cohabitation entre ces différents publics.
Cette année, la quasi-totalité de ces actes s'est faite durant la période précédant le confinement et après celui-ci (sauf pour la ligne «Médiation et Covid-19»).

Les chiffres des contacts avec les différentes composantes du quartier **ont chuté de plus de 50 %** cette année, pour les raisons évoquées plus haut.

La ligne «**Médiation et Covid-19**» représente les **contacts entre les usager.ère.s d'Entr'Actes et les forces de l'ordre**, et pour lesquels le service est intervenu. Ces contacts ont pour principal objet, à l'origine, l'éviction des personnes du quartier en application des mesures de confinement total.

Peu nombreuses, les personnes qui étaient présentes et en situation de travail prostitutionnel dans l'espace public l'ont été par **nécessité économique absolue**. Les mesures gouvernementales mises en place pour soutenir économiquement les salariés en situation de chômage excluant cette catégorie de citoyen.ne.s.

Par ailleurs, pour les usager.ère.s de produits psychoactifs et particulièrement ceux/celles en situation de renoncement à leurs droits sociaux (le RSA notamment), la nécessité de travailler pour se procurer des drogues s'est imposée. Ils/elles ont en commun le fait de ne pas recourir, pour diverses raisons, aux nouvelles technologies permettant le travail du sexe en ligne.

### Thèmes abordés dans le cadre de la médiation

| Origines des actes de médiation | Nombre | Réponses apportées |
|---|---|---|
| **Bruit** | **42** | Information et sensibilisation aux bonnes pratiques |
| **Propreté/hygiène** | **50** | Installation de sacs poubelles |
| | | Ramassage de seringues usagées |
| | | Ramassage de matériels « sexo » |
| | | Observance du territoire |
| | | Installation de pancarte « propreté » |
| **Violences/conflits/agressions** | **52** | Rappel de la loi |
| | | Information et sensibilisation aux bonnes pratiques |
| **Visibilité de la prostitution, exhibition** | **75** | Information et sensibilisation aux bonnes pratiques |
| | | Distribution de flyers, rappel du cadre juridique relatif à la prostitution |
| **Autres** | **34** | Informations liées à la situation sanitaire (rappel des gestes barrières, des heures de couvre-feu...) |
| **TOTAL** | **253** | |

## La médiation auprès des riverains et des commerçants

| Type d'actes de médiation | Commerçants | Riverains |
|---|---|---|
| Contacts téléphoniques | 19 | 20 |
| SMS | 5 | 8 |
| Emails | 1 | 3 |
| Rencontres | 29 | 13 |
| Passages de l'équipe | 26 | 33 |

Les chiffres de l'activité de médiation auprès des riverains et des commerçants du quartier restent globalement positifs, car les deux premiers mois de l'année précédant le confinement de mars ont été des mois de forte activité. De plus, l'activité de 2019 se poursuivant en Janvier 2020 est venue accroître les chiffres du bilan. La situation sanitaire exceptionnelle se traduit donc par une baisse générale de l'activité même, celle-ci était par ailleurs stabilisée du fait du travail de fond mis en place par Entr'Actes depuis plus de dix ans maintenant.

Signe de l'époque et/ou adaptation des publics aux contraintes de déplacement en période de Covid, à la lecture du tableau ci-dessus, on notera une diversification des modes de contact pris avec le service (SMS, emails, téléphone).

## SITUATION DE MÉDIATION

### Intervention suite à l'appel d'un hôtel

L'hôtel et ses abords sont connus d'Entr'Actes pour être des lieux très fréquentés par les travailleur.se.s du sexe de rue, tout particulièrement les plus jeunes.
Le réceptionniste de l'établissement nous contacte pendant notre maraude dans le quartier pour nous alerter sur la présence d'une femme (sous-entendu une «prostituée»), qui s'est enfermée dans les toilettes et ne semble plus vouloir en sortir.
A notre arrivée nous découvrons Sonia[1], somnolente, assise à même le sol. Sonia est bien connue de notre service pour son usage important de valium hors prescription médicale. Depuis son intrusion dans l'hôtel 1h30 auparavant, Sonia perturbe le déroulement du service hôtelier : elle a brisé la vitrine d'un distributeur automatique pour y prendre de la nourriture et effrayé bon nombre de clients et la gérante.
Parce qu'elle connaît bien l'équipe d'Entr'Actes, Sonia accepte de nous suivre et de monter à bord de notre antenne mobile. Au passage, nous remettons de l'ordre suite aux dégâts causés par Sonia.
Après un moment passé dans l'antenne mobile, Sonia «redescend» un peu et nous livre des bribes d'une histoire confuse. Qu'importe, le temps qu'elle passe en notre présence nous permet de vérifier ses constantes vitales et de décider de l'amener aux urgences pour soigner un éventuel surdosage médicamenteux.
Recontactée quelque temps plus tard, la gérante de l'hôtel nous remercie vivement de la rapidité, de l'efficacité et de la discrétion de notre intervention.

1- Pour des raisons de confidentialité, le prénom a été modifié

# 10. Entr'Actes 2.0 : notre présence sur Internet et les réseaux sociaux

Engagée pour la quatrième année consécutive sur les **réseaux sociaux (d'abord Facebook puis Snapchat et Instagram)**, **notre présence s'est fortement accrue en 2020**, crise sanitaire oblige.

La **cyber prostitution** est une réalité de notre secteur depuis le tournant des années 2010, elle a connu une forte expansion ces dernières années du fait d'un contexte législatif peu favorable à l'exercice du travail du sexe dans l'espace public. En effet, la loi de 2016 renforçant la lutte contre le système prostitutionnel contribue à invisibiliser la prostitution tout en gonflant les chiffres de l'activité sur la toile.

Dans une proportion impossible à déterminer, **la pandémie de Covid-19 a amplifié ce phénomène**. D'une part, **chez les travailleur.se.s du sexe** qui n'avaient pas d'autre choix pendant les confinements et couvre-feu que de trouver des moyens de subsistance en utilisant les nouveaux médias. D'autre part, **chez certaines populations**, déjà fragilisées économiquement et exclues des aides gouvernementales, qui ont trouvé dans l'activité prostitutionnelle via le Net un moyen pour survivre.

Nos actions sur Internet et les réseaux sociaux ciblent particulièrement les mineur.e.s et jeunes majeur.e.s.

## OBJECTIFS

### La transmission d'informations (amplifiée par la crise Covid) portant sur :

- **La Réduction des Risques liés à l'usage de drogues ou aux pratiques sexuelles**

Entr'Actes diffuse des informations sur les bons gestes sanitaires.

- **L'organisation du service Entr'Actes**

Les mesures de confinement et les gestes barrières nous ont amenés à adapter constamment notre organisation. Les réseaux sociaux ont facilité la diffusion de ces messages en temps réel. Ils ont contribué à réduire également les déplacements des personnes en cas de confinement.

- **La gestion des situations exceptionnelles, dans le cadre de la mission de protection de l'enfance**

Présence d'agresseurs sur le territoire, signalement vers le réseau d'addictovigilance (usage du protoxyde d'azote)...

### Maintenir et renforcer le lien avec les personnes, plus particulièrement les mineur.e.s

Les applications Facebook et surtout Snapchat sont très populaires auprès de la génération née dans les années 2000 c'est pourquoi nous les utilisons beaucoup pour communiquer avec ces jeunes, d'autant qu'il est difficile de garder le contact avec eux/elles via leur numéro de téléphone portable.

### Prostecter de nouveaux profils de publics

- Les repérer.
- Leur diffuser nos messages de prévention et de réduction des risques liés aux pratiques sexuelles et à l'usage de drogues (CHEMSEX).
- Les inviter à nous rencontrer.

## OUTILS

**L'outil Snapchat d'Entr'Actes**, créé en novembre 2018, nous permet de cibler le **public jeune**. Cette application mobile est utilisée pour partager avec un ou plusieurs contacts des photos ou vidéos en privé ou en public à l'ensemble des utilisateurs. Les différentes options permettent d'y ajouter du texte, des effets sonores, des visuels, des GIF[1]... Les publications se suppriment d'elles-mêmes après un délai d'une seconde à 24h, selon les paramétrages choisis par la personne qui les poste. L'application est aussi dotée d'un «chat» et d'un module de conversation vidéo et vocale.

**La page Instagram d'Entr'actes**, à l'instar de Snapchat, nous a permis de relayer les **informations de prévention sur le Covid-19**.
Cette application est utilisée pour le partage de photos et de vidéos. La différence avec Snapchat étant la permanence des informations postées.

Nous avons par exemple partagé 2 vidéos de prévention (24H sur Snapchat et en story permanente sur Instagram) ainsi que des posts sur les relations sexuelles en temps de Covid et sur l'utilisation du gel hydroalcoolique pour les mains.

1- Graphics Interchange Format = image numérique animée

Notre présence sur Instagram c'est aussi :
- **plus de contacts et plus de visibilité avec et entre partenaires** (Grisélidis / Projet Jasmine / AIDES)
- le **partage d'informations sur les différentes actions menées** par les uns et les autres :

NOUVEAU! **CETTE ANNEE**

### Des maraudes numériques d'Entr'Actes sur les sites d'annonces dédiés au travail du sexe

Après avoir repéré les principaux sites dédiés au travail du sexe (ex : Planet Roméo, Wannonce et Sexmodel), des maraudes régulières sont effectuées plusieurs fois par semaine. Cela consiste à repérer les annonces de travailleur.se.s du sexe et à leur envoyer un message type destiné à faire connaître l'association, à proposer notre accompagnement et à prendre contact avec un nouveau public.

Durant l'année 2020, **1 243 messages ont été envoyés** aux travailleur.se.s present.e.s sur les différents sites d'annonces. Le total des **réponses obtenues** est de **262**, avec un pourcentage très different selon les sites, allant **de 10% à 40%** (ce niveau est conforme aux résultats obtenus par les associations effectuant ce travail d'outreach (= sensibilisation) en France).

**Les demandes qui émergent de ces contacts :**
- Une simple écoute.
- Des conseils en matière de Réduction des risques liés aux pratiques sexuelles et à la consommation de produits psychotropes.
- Un envoi de kit de matériel.
- Un rendez-vous au local d'Entr'Actes pour obtenir du matériel de prévention, une aide administrative, un colis alimentaire ou encore une consultation avec l'infirmière ou la psychologue.

NOUVEAU! CETTE ANNEE

### RDR POSTALE : un système de Réduction des risques à distance

Dans le contexte de pandémie, l'équipe s'est adaptée en mettant en oeuvre ce système d'**envoi de matériel de prévention pour les pratiques sexuelles ou la consommation de produits psychoactifs au domicile des usager.ère.s.**

Ce dispositif a permis :

- de proposer et d'apporter du matériel de prévention auprès de personnes lilloises ne pouvant pas se déplacer jusqu'au local d'Entr'Actes pour diverses raisons ou de personnes qui habitent d'autres villes (Avion, Amiens, Dunkerque…).
- d'éviter les déplacements d'un certain nombre d'entre eux/elles et de réserver ainsi les plages de rendez-vous aux situations les plus urgentes.
- de répondre à un nouveau profil d'usager.ère.s peu connu.e.s d'Entr'Actes, comme les hommes travailleurs du sexe.

## NOUVEAU PUBLICS

### Les travailleurs du sexe masculins

La catégorie de travailleurs du sexe masculins présente uniquement sur Internet émerge doucement parmi le public d'Entr'Actes.

**20 hommes** qui ont ainsi franchi la porte d'Entr'Actes cette année (5 en 2019).

### Des étudiant.e.s ou salarié.e.s de profils sociaux différents des autres usager.e.s

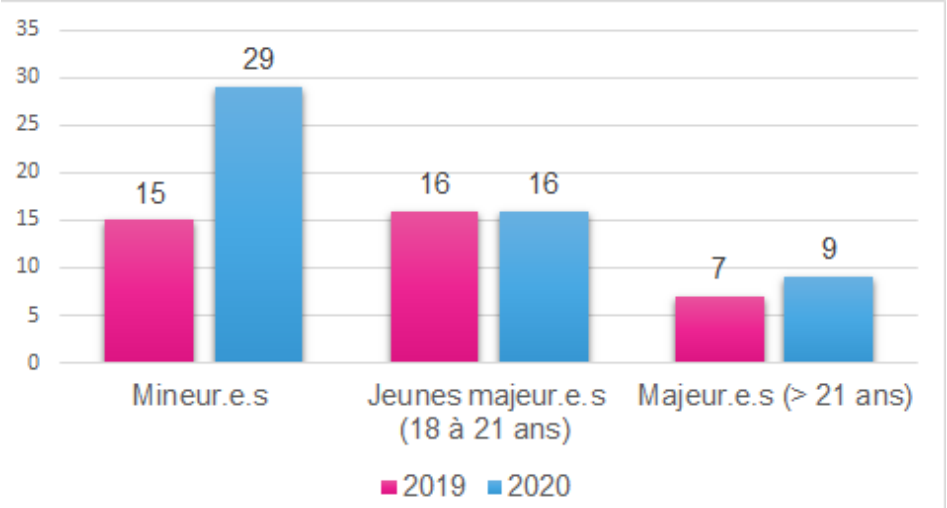
Internet nous permet de rencontrer des profils sociaux différents de nos autres usager.ère.s : étudiant.e.s, salarié.e.s, travailleur.se.s du sexe pratiquant l'escorting en plus de leurs activités. C'est un public nouveau, différent de celui que l'on peut rencontrer dans la rue.
De manière générale, leur niveau de vie est plus élevé, mais la majeure partie rencontre des difficultés financières imputables au contexte du Covid et de l'absence d'activité en résultant. Quelques-un.e.s sont réellement dans des situations d'exclusions importantes.
Dans 90% des cas, ces personnes n'ont pas besoin d'accompagnement administratif mais souhaitent faire un bilan médical avec l'infirmière, avoir un rendez-vous avec la psychologue de l'association ou obtenir du matériel.

Notons que **50%** de ces nouveaux usagers du Net sont des **consommateurs de produits psychoactifs** tels que le poppers[1] ou des NPS (nouveaux produits de synthèse), comme la 3-MMC[2] et la TINA[3] (Chrystal meth ou Métamphétamine).

1- Substances vasodilatatrices détournées pour des usages dits récréatifs. Réputées susciter un léger sentiment d'euphorie et/ou de relaxation et pouvoir exacerber, retrouver ou prolonger le désir sexuel et la sensualité. Cet usage s'est principalement développé chez les homosexuels et bisexuels au sein des communautés LGBT.
2- Molécule de synthèse de la famille des cathinones, c'est une drogue festive, stimulante, euphorisante et empathogène.
3- Drogue de synthèse psycho-stimulante, au fort potentiel addictif.

## CHIFFRES

### Snapchat :




Notre file active Snapchat est de **54 personnes en 2020** (38 en 2019), dont **29 mineur.e.s** et **16 jeunes majeur.e.s**.
La part des mineur.e.s est en forte augmentation cette année. Celle des jeunes majeur.e.s est stable. A ce constat s'ajoute l'apparition d'une tranche d'âge supérieure à 21 ans.

Les principales demandes via le chat sont :

- Les prises de rendez-vous individuels avec un éducateur (premier rendez-vous, démarche administrative).
- Les disponibilités de l'infirmière et les rendez-vous possibles.
- Les demandes d'information par rapport aux ouvertures du service et la présence de l'équipe sur le territoire.
- Les situations urgentes (voir exemple ci-contre).

Durant le confinement nous avons constaté une hausse des demandes concernant :

- des dépannages alimentaires (remise de colis), des aides financières.
- des conseils sur la prévention du Covid-19.
- des démarches administratives.

### De façon générale :

- **21 envois de kits** de matériel (sexualité et consommations de produits psychoactifs).
- **20 venues au local** suite aux échanges sur les sites de rencontres (15 de Planet Roméo et 5 de Wannonce).
- **12** consultations avec l'infirmière.

Les chiffres suivants ne concernent pas toute l'année car ils ont commencé à être comptabilisés en septembre :

- **28** messages de Réduction des risques ;
- **17** écoutes ;
- **5** orientations vers la psychologue.

# SITUATIONS

**Monsieur K :**

**La prise de contact avec Monsieur K se fait via le site d'annonces Planet Romeo.**

**Monsieur K est âgé de 27 ans. Il nous précise rapidement qu'il voudrait être aidé par rapport à sa consommation d'héroïne. Nous nous donnons rendez-vous au local d'Entr'Actes le lendemain.**

**Il nous explique qu'il est hébergé par un ami et qu'il a perdu son emploi en cuisine et par la suite son logement, à cause de son addiction à l'héroïne.**

**Il dit souhaiter arrêter sa consommation. Nous lui obtenons un rendez-vous au CSAPA Boris Vian. Depuis, il est suivi et sous traitement de substitution.**

**Monsieur L :**

**Nous faisons la connaissance de Monsieur L sur le site d'annonces « Planet Romeo ».**

**Pendant nos échanges, il évoque un événement traumatique vécu avec un client violent.**

**Nous lui proposons un rendez-vous avec la psychologue du service la semaine suivante. Monsieur L souhaite aussi rencontrer l'infirmière afin de faire un bilan sanguin complet.**

**Il est également intéressé par la PrEP[1], nous lui donnons les informations nécessaires et l'orientons vers les structures compétentes.**

1- La prophylaxie pré-exposition, abrégé PrEP, est un traitement médicamenteux associant deux antirétroviraux contre le VIH, qui empêche l'infection par le virus du sida chez des personnes séronégatives. Elle permet d'éviter de se faire contaminer lors d'un rapport non protégé.

# 03 La prostitution des mineur.e.s

## 1. Constat en 2020

Nous concluons l'année 2020 sur le constat d'un réveil des pouvoirs publics sur la thématique de la prostitution des mineur.e.s, avec parfois pour certains acteurs institutionnels le risque d'une surévaluation du phénomène. Celle-ci amenant à considérer comme prostitutionnel, voire pré-prostitutionnel, un ensemble élargi et sans définition très claire de comportements autour de la sexualité en devenir des adolescent.e.s.

Quoi qu'il en soit, Entr'Actes se félicite que cette question émerge enfin dans le débat public, notamment à travers des commissions nationales mises en place par Monsieur Adrien TACQUET, Secrétaire d'Etat à la Protection de l'Enfance. Au côté de ses partenaires que sont la DDFE[1] et le Conseil Départemental, Entr'Actes se proposera pour participer à ces commissions et offrir son expertise et ses compétences sur ce sujet complexe.

En outre, le documentaire «Entr'Actes en mode mineur» que nous avons réalisé et dans lequel témoignent des mineur.e.s se prostituant, que nous accompagnons, est désormais un support pédagogique qui a fait ses preuves auprès de nos partenaires. En proposer la diffusion lors de ces commissions revêt une importance capitale, car ce sera certainement l'une des rares possibilités d'entendre et de prendre en compte la parole des concerné.e.s. Peut-être, nous l'espérons, celle-ci influencera-elle les politiques publiques en cours d'élaboration et qui se veulent innovantes.

### OBJECTIFS du service Entr'Actes en mode mineur

- Limiter l'ancrage des mineur.e.s et jeunes majeur.e.s dans la prostitution et les accompagner dans la réalisation de projets de vie hors prostitution.
- Réduire les risques et les dommages inhérents à l'activité prostitutionnelle et à l'usage de drogues, à son environnement, tant au niveau social que sanitaire.
- Contribuer à créer, recréer ou maintenir les liens entre les mineur.e.s et les adultes référents responsables.

### COMMENT ?

- En allant au-devant des jeunes se prostituant dans l'espace public ou au moyen d'Internet et des réseaux sociaux, de jour comme de nuit, afin de permettre la création, la restauration, le maintien d'un lien.
- En prévenant, par une présence sociale forte dans l'espace public ou sur Internet, les situations mettant en danger les adolescent.e.s.
- En dispensant des messages et conseils de prévention et de réduction des risques liés au VIH, aux hépatites et infections sexuellement transmissibles, à la consommation de drogue, aux pratiques sexuelles, aux grossesses non désirées, à la contraception.
- En réalisant des groupes de parole ou des formations en direction de collectifs de jeunes sur le thème de la vie affective et sexuelle (collèges de la métropole, Maison d'enfants à caractère social, Accueil de jour…).
- En favorisant les pratiques de décloisonnement facilitant les actions partenariales indispensables à l'accompagnement de ce public.
- En proposant aux partenaires institutionnels (Aide sociale à l'enfance, Maison d'enfants à caractère social, Clubs de Prévention) des formations sur les questions prostitutionnelles et/ou une démarche d'analyse de pratiques ou de ressources, en lien avec les mineur.e.s qu'ils accompagnent.

1- Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

# 2. Entr'Actes en mode mineur au temps du Covid

On aurait pu penser que le confinement et les différents couvre-feu qui ont suivi auraient eu raison de la prostitution de voie publique des mineur.e.s, mais il n'en fut rien, si l'on se base sur les chiffres de l'activité cette année.
Certes, la place de la prostitution des mineur.e.s via Internet grandit et, avec elle, la question complexe de leur visibilité et donc de leur prise en compte sanitaire et sociale.

La présence des mineur.e.s dans le quartier s'est poursuivie sans que l'on en connaisse précisément la raison : était-ce pour poursuivre une activité de prostitution ? C'est difficile à croire car au plus fort du confinement les clients avaient déserté les rues. Serait-ce, plus logiquement, le symptôme de l'errance de ces jeunes à la rue et qui refusent les mesures de protection traditionnelles ?

## DONNEES CHIFFREES 2020

### Nombre

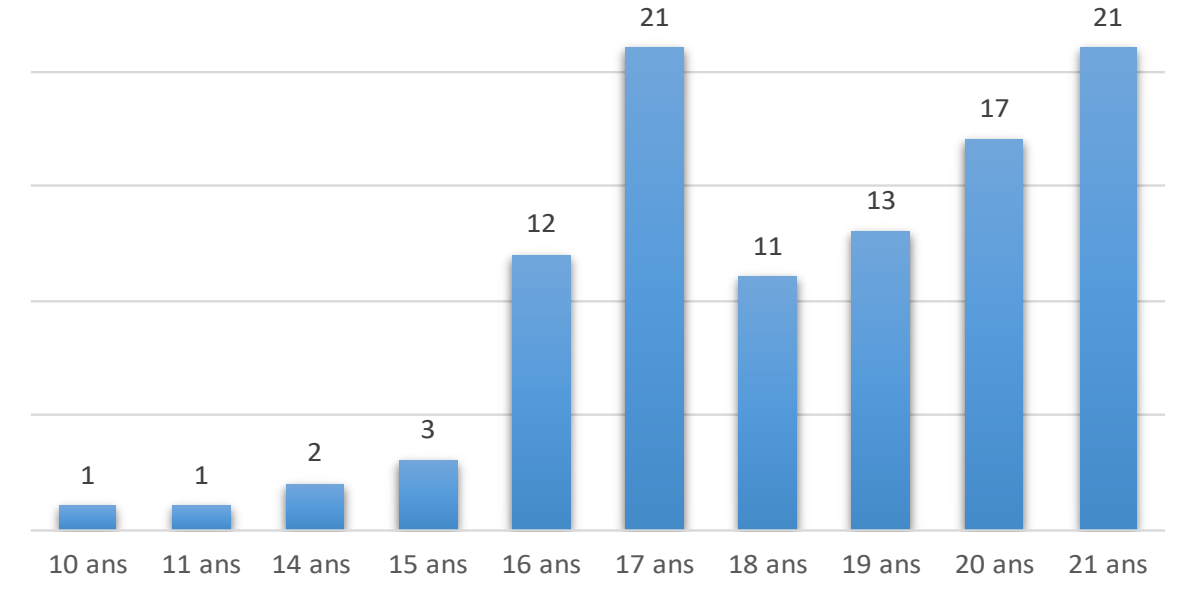
La file active totale des mineur.e.s et jeunes majeur.e.s rencontré.e.s cette année est de **127 personnes** (129 en 2019) :

- **40 jeunes dont la minorité est avérée**
- **62 jeunes majeur.e.s (moins de 21 ans)**
- **25 jeunes dont l'âge reste à déterminer**

A cette file active s'ajoutent **25** mineur.e.s signalé.e.s par des partenaires (ASE, PJJ, MECS, AEMO) ou par la famille. Nous avons pu retrouver **8** d'entre eux/elles mais n'avons pas réussi à rencontrer les 17 autres.

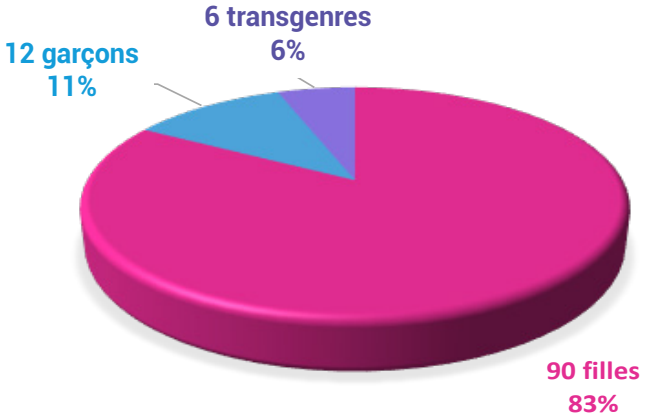
En conclusion de ces quelques chiffres et indépendamment de l'impact du Covid-19, nous retenons l'importance du travail interinstitutionnel avec les autorités judiciaires. Celles-ci sont l'un des principaux acteurs du repérage des mineurs en situation de fugue et donc de prostitution potentielle.

### Age




C'est aussi ça Entr'Actes en mode mineur : éviter le pire !
Lorsque les intervenants d'Entr'Actes repèrent en travail de rue deux très jeunes garçons de 10 et 11 ans, déjà signalés par des travailleuses du sexe adulte pour leur attitude inappropriée, il ne s'agit pas de prostitution mais plutôt d'un risque potentiel d'actes de pédophilie dont ils pourraient être les victimes.
Un épisode identique avait déjà donné lieu à un signalement il y a quelques années. Les parents avaient ainsi pu être rappelés à leurs obligations par le juge des enfants en lien avec l'équipe d'Entr'Actes.

## Genre




## Les mesures d'assistance éducative éducative

- **23** mesures simples
- **4** doubles mesures
- **7** sans mesures
- **6** diagnostics à affiner

Ces mesures sont réalisées par l'Aide Sociale à l'Enfance, la Protection Judiciaire de la Jeunesse, les services d'Action Educative en Milieu Ouvert.

Les situations pour lesquelles une double mesure existe (PJJ et ASE) offrent une réelle plus-value pour le/la jeune, à condition que le jeu du partenariat s'effectue dans toute sa transparence.

## La fugue

**33 mineur.e.s sur 40** ont été au moins une fois en situation de fugue en 2020.

Certain.e.s mineur.e.s sont hébergé.e.s chez leurs parents durant la fugue de l'établissement auquel ils sont confiés. Ces jeunes sont parfois en situation de quasi-errance, s'exposant ainsi à des risques accrus. L'hébergement des mineur.e.s durant la période de fugue soulève la question de l'efficience de leur suivi éducatif et judiciaire.

| Hébergé.e.s par qui ? | Clients | "Ami.e.s" | Pairs | Famille |
|---|---|---|---|---|
| Mineur.e.s en fugue de leur établissement d'accueil | 6 | 25 | 17 | 5 |

| Hébergé.e.s où ? | Appartement | Squat | Hôtel |
|---|---|---|---|
| Mineur.e.s en fugue de leur établissement d'accueil | 19 | 5 | 15 |

Sur ces 33 situations de fugue nous n'avons eu l'information que pour 17 jeunes. Ce chiffre inquiétant est en baisse d'année en année car nous avons de moins en moins d'informations de la part des partenaires.

## La consommation de produits psychotropes

**66** jeunes (**21** mineur.e.s et **38** jeunes majeur.e.s, **6** jeunes dont l'âge reste à déterminer) consomment un ou plusieurs produits en association, qu'il s'agisse de produits licites ou illicites (hors tabac).

Il faut toutefois noter une probable sous-déclaration des consommations, notamment s'il s'agit de produits illicites apparentés à des drogues dites «dures».

Bouteilles de protoxyde d'azote

**Les différents produits consommés :**

| | Alcool | Cannabis | Héroïne | Cocaïne | Protoxyde d'azote | Benzodiazépine | Dit ne rien consommer | Diagnostic à affiner |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Mineur.e.s | 21 | 16 | 0 | 1 | 6 | 0 | 15 | 4 |
| Jeunes majeur.e.s | 22 | 26 | 0 | 7 | 9 | 2 | 15 | 6 |
| Age à déterminer | 2 | 3 | 0 | 4 | 2 | 0 | 9 | 9 |

**La consommation de tabac :**

| | Tabac |
|---|---|
| Mineur.e.s | 31 |
| Jeunes majeur.e.s | 33 |
| Age à déterminer | 8 |

On note dans ce tableau l'importance de la consommation de tabac, notamment chez les mineur.e.s : 31 personnes sur 40 en consomment et fait notoire : à la question posée du produit le plus problématique pour eux/elles : aucun.e ne cite le tabac !

## Le lieu de la première rencontre entre l'équipe éducative et les mineur.e.s

- **L'«ALLER VERS»** est le principal mode de rencontre des mineur.e.s pour Entr'Actes. Que ce soit à pied ou en antenne mobile lors des maraudes, ce mode d'intervention a concerné **29 mineur.e.s** sur 40.

- **Le local d'Entr'Actes** ne concerne que **5 rencontres** initiales.

## L'origine de la rencontre entre l'équipe éducative et les mineur.e.s : qui oriente ?

*(plusieurs modes possibles pour une même personne)*

- **21** orientations **par les pairs**

Ce chiffre non négligeable témoigne de l'entraide qui existe entre les mineur.e.s et jeunes majeur.e.s, et de la vigilance quotidienne des travailleuses du sexe plus âgées à l'égard des plus jeunes.

- **8** orientations **par les partenaires**

Ces orientations ont été possibles grâce au travail de sensibilisation et d'animation du réseau partenarial mené par l'équipe tout au long de l'année.

- **11** rencontres **sans orientation externe**

Ces mineur.e.s déclarent venir à nous sans avoir été orienté.e.s. Si cela témoigne d'une bonne notoriété d'Entr'Actes, c'est en même temps le signe d'une activité prostitutionnelle qui échappe peut-être en partie aux radars de la Protection de l'Enfance.

## Les modes de prostitution connus *(plusieurs modes possibles pour une même personne)*

| | Rue | Internet / réseaux sociaux | Bars (Belgique) | Escorting |
|---|---|---|---|---|
| Mineur.e.s | 28 | 23 | 2 | 0 |
| Jeunes majeur.e.s | 52 | 32 | 2 | 1 |

Comparativement à 2019, les chiffres de cette année marquent un **net basculement de la prostitution de rue vers celle qui s'exerce sur Internet et les réseaux sociaux**. Certes, la rue reste encore majoritaire parmi les modes de prostitution exercés, mais l'écart diminue : en 2019, 38 mineur.e.s exerçaient dans la rue contre 13 sur Internet. En 2020, ils/elles sont 28 à exercer dans la rue, tandis que 23 utilisent Internet comme média.

La crise du Covid ne permet pas de distinguer ce qui relève d'une tendance de fond observée depuis plusieurs années de ce qui tient à l'adaptation aux mesures de confinement et de couvre-feu. Il n'est pas sûr qu'un retour à la normale nous permette de le savoir un jour.

Enfin, n'oublions pas la fonction de socialisation très forte de la prostitution de voie publique, contrairement aux réseaux sociaux qui isolent les individus.

## Le partenariat

Si cette question est inscrite dans les bonnes pratiques auxquelles se réfère la majorité des structures sociales et médico-sociales, elle prend un sens particulier à Entr'Actes. En effet, pour Entr'Actes, la recherche des mineur.e.s en situation de prostitution sur le territoire lillois est essentielle. Une fois aboutie, cette recherche doit permettre, sur la base d'une solide confiance, de **créer, de recréer ou de maintenir un lien entre eux/elles et le référent en charge de la mesure éducative**.

- **Aider et soutenir les institutions, les professionnels** en difficulté de prise en charge des adolescent.e.s, par la **mise en place de rencontres** de type « Groupe d'analyse des situations complexes » ou de **formations/ informations** portant sur la question prostitutionnelle.

- Présenter **l'action « Entr'Actes en Mode Mineur »** aux différentes institutions susceptibles d'être confrontées à des mineur.e.s en situation de prostitution, afin de créer ensuite des réseaux de partenaires opérationnels.

En 2020, nous avons eu des liens avec **18** partenaires pour un total de plus de **80** contacts concernant l'accompagnement de mineur.e.s.

- **UTPAS / ASE** : Haubourdin, Seclin, Lille Fives, Halluin, Roubaix Wasquehal, Hellemmes.
- **Maison d'enfants** : La Sauvegarde (Roland, Concert), SOLFA (Spriet).
- **Clubs de prévention** : Itinéraires, AEP Roubaix.
- **AEMO** : AGSS UDAF de Lille, Dunkerque, Roubaix.
- **CHRS** Thiriez .
- **UEMO** : Lille, Roubaix.
- **Autres** : Equipe mobile La Sauvegarde du Nord, PFS de Lens, EPSM Armentières.

# 3. Le documentaire vidéo «Entr'Actes en mode mineur»

Le **colloque national sur la prostitution des mineur.e.s** que nous annoncions pour 2020 dans notre précédent rapport d'activité s'est vu reporté à plusieurs reprises en raison des mesures sanitaires.
Sans perspective d'un « retour à la normale » à court ou moyen terme, nous avons décidé de ne pas le reprogrammer dans sa forme initiale, c'est-à-dire en présentiel. A la place, un **webinaire** est envisagé pour l'année **2021**.

Le **documentaire vidéo « Entr'Actes en mode mineur »** réalisé en 2019, qui devait être diffusé pendant ce colloque et servir de support, a néanmoins poursuivi son chemin et pu être diffusé auprès de nombreux partenaires.
Ce film est un **recueil de témoignages de mineur.e.s se prostituant**. Sous la forme d'un **documentaire à visée pédagogique**, son objectif est de partager à la fois le savoir et l'expertise accumulés par Entr'Actes, tout en influant sur les pratiques sociales en matière de prise en compte de la sexualité tarifée chez les adolescent.e.s.

Extrait du documentaire

**De par sa diffusion, ce film a contribué à :**

- former les intervenants et interroger les pratiques professionnelles,
- enrichir la réflexion sur la problématique des jeunes concerné.e.s,
- éprouver les préjugés sur les trajectoires, l'identité, le passé de ces jeunes,
- promouvoir de nouveaux modèles de prise en compte de la thématique, en témoignant de nos pratiques professionnelles en matière de prise en charge des mineur.e.s.

**Nationalement,** notre objectif est :
- de promouvoir de nouveaux modèles de prise en compte de la prostitution des mineur.e.s en témoignant des pratiques professionnelles à Entr'Actes ;
- d'essaimer ces nouvelles pratiques à l'échelle nationale.

Nous souhaitons aussi faire participer (indirectement) les jeunes qui se prostituent à la **commission** initiée par Monsieur A. TACQUET, Secrétaire d'Etat chargé de la protection de l'Enfance, intitulée : ***« Comment lutter contre la prostitution des mineurs ? »***, et placée sous la présidence de Madame la Procureure Générale de la Cour d'appel de Paris.

Le Département du Nord, à travers l'ASE, a perçu la richesse et la portée de ces témoignages « des premiers concernés » et a soutenu la diffusion du documentaire auprès des membres de cette commission.

Notons qu'à ce jour, et malgré plusieurs relances de notre part, les commissions se succèdent sans que la parole des jeunes ne soit mentionnée par les membres. Pour l'heure, seuls les experts ont la parole.

A défaut de pouvoir produire la parole des intéressé.e.s, Entr'Actes, « parrainé » par le **Département du Nord** puis par la **CNAPE** et **Médecins du Monde**, a pu faire entendre son expertise sur les thématiques suivantes :

- **La détection des conduites à risques dans les établissements de l'ASE et de la PJJ**
- **La détection des conduites à risques par l'éducation Nationale**
- **Le rôle des acteurs de santé dans la prévention secondaire et la détection des conduites à risques**

Ces commissions se poursuivront durant le premier semestre 2021. A suivre donc…

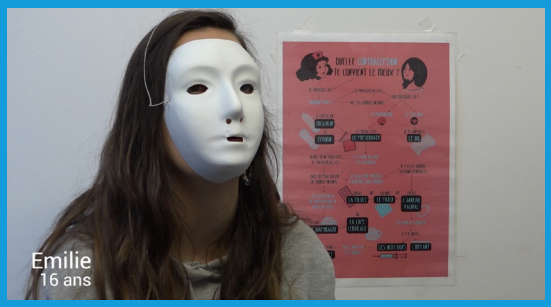
# TÉMOIGNAGES EXTRAITS DU FILM

## Lisa, 19 ans

“J'ai commencé à travailler à 15 ans et demi chez mes grands-parents. J'allais à l'école en même temps, en contrat d'apprentissage. Mon grand-père a voulu me marier avec quelqu'un au Maroc mais moi je ne voulais pas. Dans la soirée j'ai pris mes affaires, je les ai jetées par la fenêtre, j'ai sauté et je suis partie. Je n'ai pas regretté d'être partie. Mais je savais très bien que j'allais galérer dans la vie. C'est ma copine qui m'a dit *«viens on va à Lille, tu verras c'est bien, tu vas gagner de l'argent»*. Parce qu'elle ne pouvait pas à chaque fois me donner, me donner. Elle ne m'a pas forcée à faire ça.”

## Emilie, 16 ans

“J'étais en sortie de collège. Un mec est venu me voir, on a parlé, on a marché dans le Vieux Lille. Il y avait des prostituées et il leur disait bonjour. Je me suis dit *«c'est quoi ce mec-là ?»*. Il me disait *«on va partir à deux, on va tailler, faut faire le max d'argent et dès qu'on a la somme qu'il faut on part ensemble.»* Il m'a amenée chez le coiffeur, fait faire les ongles, donné des habits et tout, et le lendemain j'étais sur un trottoir.»”




## Nicolas, 20 ans

“«J'étais en difficulté, je n'avais pas de situation. Ça se passait mal à la maison, je buvais souvent, je traînais dans les rues, je rentrais défoncé donc je faisais un peu le bordel. Ma mère ne pouvait pas gérer donc elle me mettait dehors pour me calmer.
J'allais dans le Vieux Lille pour faire de l'argent, pour pouvoir dormir à l'hôtel et manger quoi, vu que je ne pouvais pas dormir chez moi. Il fallait bien que je mange et que je dorme... Je ne me sens pas du tout à ma place, ça c'est sûr. Je me le suis dit mille fois. C'est pas une vie, ça ne se passe pas comme ça la vie : faire des clients pour avoir d'argent. Enfin... je ne sais pas...»”

## Marianne, 19 ans

“Je me sentais à l'étroit chez moi, dès que je rentrais avec 5 minutes de retard c'était dehors toute la nuit, sans manger, coups de martinet... Donc j'ai fui tout ça. Je voulais être autonome, subvenir à mes besoins toute seule. (...) Il m'aurait fallu quelqu'un qui m'écoute, pour savoir mes besoins, parce qu'à ce moment-là mes vrais besoins c'était un hébergement, de quoi aller à l'école et manger, et puis c'est tout. J'avais 13 ans, j'étais à la rue, dans le froid pendant une semaine. J'ai essayé de demander de l'aide mais je n'avais pas d'état de fugue de la part de ma famille, donc aucune procédure de lancée pour m'aider. Donc je me suis retrouvée dans la prostitution très vite.”

# TÉMOIGNAGES EXTRAITS DU FILM

## Zhora,16 ans

“ A la base c'était des disputes entre mes parents. Ils m'ont placée dans le 62, j'y suis restée un mois, j'en ai eu marre, j'ai pris le train jusqu'à Lille. Après je ne sais pas, j'ai buggé. J'avais 13 ans... J'ai galéré quelques semaines, puis je suis tombée sur un mec, je dormai chez lui, on faisait des tours de magasins... Puis il m'a proposé de faire des sous, pour ne plus galérer. Moi j'ai dit ouais, normal ! (...) Jamais je n'aurais pensé faire ça, me prostituer et tout. J'avais 13 ans ! La prostitution c'est un cercle vicieux, tu fais des sous facilement, après t'as plus envie de travailler normalement. Avec une copine, on a fait toutes les deux dans une journée 3 000 € ! ”

## Julie,17 ans

“ La prostitution, je ne dis pas que c'est de l'argent facile, mais c'est de l'argent rapide.Y'a aucun moyen aussi rapide. On m'a proposé diverses formations, rémunérées ou pas, mais à ce jour je n'ai trouvé aucun moyen de me faire autant d'argent en aussi peu de temps. ”

## Alice, 22 ans

“ J'ai grandi au foyer de 1 an et demi jusqu'à 16 ans. A 16 ans il m'ont mise dehors. Je suis allée voir la juge des enfants pour lui dire que je ne savais pas où aller, elle m'a dit de retourner chez mes parents. C'était pas possible. J'étais écoeurée. On m'a enlevée à 1 an et demi de chez mes parents et à 16 ans on me jette comme une mal propre dans la rue, comme ça, livrée à moi-même. Je n'étais encore qu'une enfant, j'avais une âme d'enfant, je ne voyais pas le mal. Ce qui m'a manqué c'était de l'amour, tout simplement (...).

Tout dépend ensuite de l'entourage. Certains diront *«la prostitution c'est pas bien, fais pas ça, inscris-toi à Pôle Emploi, fais une formation, même si c'est dur au début»* et d'autres diront *«si tu veux viens chez moi mais ramène l'argent avec»*, et pour moi c'était plus ça...

Au début j'ai perdu 15 kg, je me sentais mal, je ressentais avoir perdu des valeurs en moi. Et après je voulais toujours plus d'argent. (...)
On n'a *pas conscience de tous les risques quand on est mineure, c'est ça qui est dangereux. (...)*

*Avec Entr'Actes il n'y a aucun jugement, ils nous aident. Et franchement heureusement qu'ils étaient là quand j'étais mineure parce que mine de rien, ça faisait du bien d'aller dans un lieu où on était écouté.* ”

" Jamais, j'aurais pensé faire ça...
Me prostituer... "

" Il y a eu un moment où je suis restée
pratiquement 27 mois en fugue
sans donner de nouvelles à ma famille... "

" Là, tu sais que tu vas faire ça.
Il t'a donné de l'argent, t'es obligée... "

" L'argent, j'en voulais toujours plus...
c'est un cercle vicieux... "

" Pour bien vivre la chose, je buvais ... "

" Des fois, je viens ici sans travailler...
je suis obligée de voir les filles,
de voir si elles vont bien ... "

"I l m'aurait fallu quelqu'un
qui m'écoute... "

" A Entr'Actes, ils s'inquiètent pour toi ... "

# Conclusion

Durant cette année profondément perturbée par son contexte pandémique, Entr'Actes a démontré sa capacité d'adaptation.

Afin de maintenir le lien et répondre à des besoins nouveaux et toujours plus importants de notre public, mais aussi afin de garantir la sécurité sanitaire des uns et des autres, notre fonctionnement et notre organisation ont été revus à maintes reprises.

Des réponses innovantes ont été imaginées ou revisitées par l'équipe, comme la mise en place d'un service d'envoi de matériel de prévention à domicile appelé «RDR à distance», la création d'un Pôle phoning, la répartition et la distribution massive de chèques de services, le développement de notre présence sur les réseaux sociaux et sur Internet ainsi que les visites au domicile des usager.ère.s.

Certaines de ces activités ont eu pour effet de générer la venue de nouveaux publics peu connus d'Entr'Actes, tels que les hommes travailleurs du sexe.

Dans ce contexte chaotique où de nombreux projets ont avorté, Entr'Actes a toutefois rejoint un collectif d'associations qui, sous l'égide de la Direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité (DRDFE), a mis en place une permanence d'accueil (le point Nina & Simon.e.s) pour répondre aux violences conjugales, en forte hausse cette année. Cette action collective bénéficie désormais d'une renommée nationale et est en passe d'être pérennisée.

Acteur lillois de lien et d'innovation sociale

Itinéraires
PRÉVENTION SPÉCIALISÉE

**Prévention du décrochage scolaire**
Proposer une solution à chaque jeune en situation de décrochage

**Insertion professionnelle**
Favoriser les conditions d'une insertion professionnelle durable

**Présence dans les quartiers**
Tisser du lien social avec les jeunes et leurs familles dans leur quartier

**Réduction des risques**
Accompagner les travailleur.se.s du sexe et les usager.ère.s de drogues

**Prévention de la radicalisation**
Soutenir et accompagner les familles et les jeunes

---

**Contact Entr'Actes**
10 rue du Metz, 59000 LILLE
Tel : 03 20 55 64 66
Port : 07 61 51 99 86 - entractes@itineraires.asso.fr

---

**Siège d'Itinéraires :**
8 rue du Bas Jardin 59000 Lille
Tél : 03 20 52 11 00 - Fax 03 20 85 11 91
contact@itineraires.asso.fr
www.itineraires.asso.fr

l'Europe s'engage en France
Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AGENCE NATIONALE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES
Nord le Département
ars Agence Régionale de Santé Nord-Pas-de-Calais Picardie
MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE
ville de lille
Hellemmes la ville à vivre
ville de Wattignies